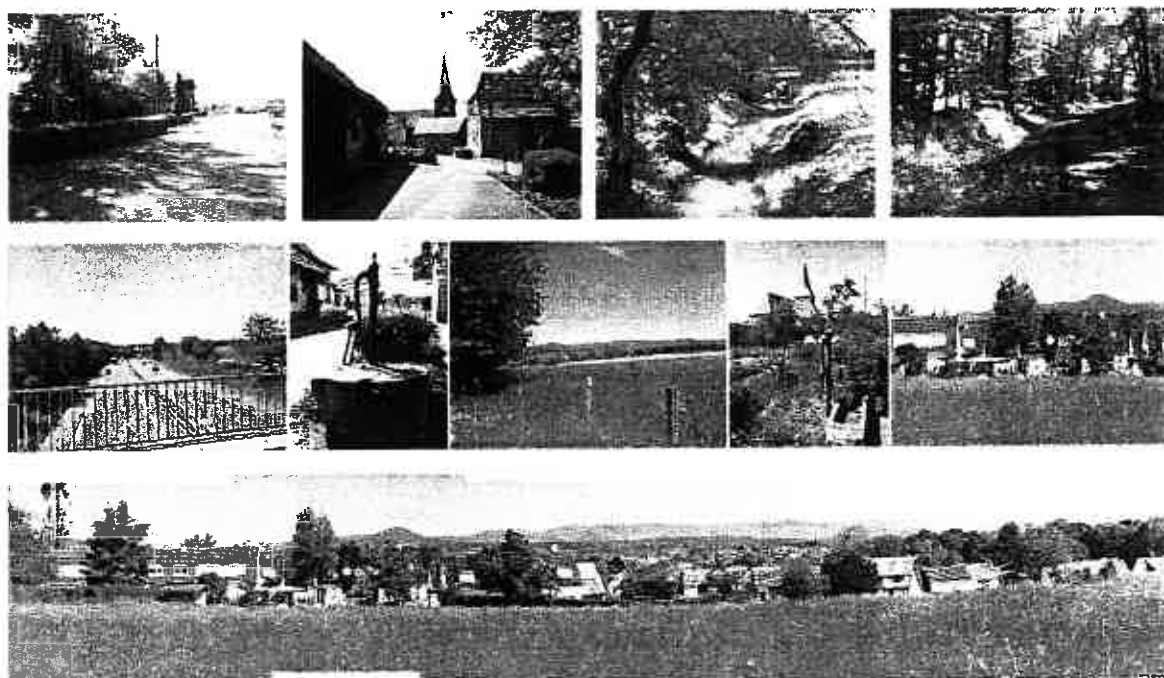




COMMUNE DE PHAFFANS

ELABORATION DE LA CARTE COMMUNALE



1. RAPPORT DE PRÉSENTATION

DOSSIER D'APPROBATION

Vu pour être annexé à notre arrêté ou délibération en date de ce jour,	Elaboration prescrite le :	11 octobre 2004
Le,		
Le Maire,	Arrêté d'enquête publique du :	04 mars 2008
	Enquête publique du :	26 mars 2008
	au :	25 avril 2008
Pour copie conforme,	Carte communale approuvée le :	<div data-bbox="1029 1758 1476 2072" style="border: 2px solid black; padding: 5px; transform: rotate(-5deg);"> <p>COURRIER RECU LE</p> <p>20 AVR. 2008</p> <p>Communauté de Communes du Tilleul</p> <p>90160 BESSON - LERT</p> </div>
Le Maire,	(Commune)	
	Carte communal approuvée le :	
	(Préfecture)	



**Bureau
Natura**

Environnement
Urbanisme

Préambule :

Le présent document constitue la Carte Communale de la commune de PHAFFANS, dont l'objectif est de définir clairement les limites des secteurs constructibles sur l'ensemble du territoire et d'assurer la maîtrise de l'urbanisation. La protection des activités agricoles, des terres des paysages et des espaces naturels étaient autant d'enjeux à prendre en compte pour planifier le développement de la commune, sur le moyen et le long terme.

Parallèlement à la Carte communale, PHAFFANS a élaboré un zonage d'assainissement qui apporte certaines réponses et propose des solutions. La Carte communale est en parfaite cohérence avec cette étude.

La commune de Phaffans se situe à l'Est de l'agglomération de Belfort et occupe un vallon largement défriché, drainé du Nord au Sud par les ruisseaux de l'Ermite, de l'Autruche et de la Madeleine. La coupure formée par l'autoroute A36 reste très vive dans l'espace et partage irrémédiablement la commune en deux parties. Ainsi, seule la partie Nord-Ouest de la commune pourra bénéficier d'un développement urbain modéré.

Le petit bourg est éclaté de part et d'autre d'un réseau de routes en "Y". Une extension urbaine démarquée du bourg ancien par sa localisation et sa trame s'est récemment développée à l'Ouest, de part et d'autre de la route de Denney.

L'habitat traditionnel du village, à l'origine rural, comporte de beaux éléments d'architecture locale, tels que puits, abreuvoirs et fermes anciennes à toits débordants, installées autour d'une magnifique église de campagne en grès rose.

Comme partout, quelques pavillons sont venus s'intercaler dans l'habitat d'origine.

Un premier P.O.S. en 1991 avait tenté de planifier le développement futur, sans succès. C'était compter sans le blocage du foncier : seulement 4 constructions nouvelles ont été réalisées depuis cette date.

Le contexte foncier est aujourd'hui en cours de mutation. La Carte communale en prend acte, tout en définissant des secteurs constructibles pertinents par rapport au bourg et aux voies de communication.

La prise en compte de l'environnement repose sur un diagnostic général de la commune qui fait surtout ressortir l'intérêt et la fragilité des milieux humides et la sensibilité des eaux de surface à la pollution. L'enjeu paysager est également d'importance.

Les besoins et les objectifs de développement déterminés dans le cadre des études d'élaboration de la Carte Communale, restent très cohérents par rapport aux caractéristiques et aux capacités potentielles et humaines de la commune.

Rappel de quelques dispositions du Code de l'Urbanisme :

Article L.110

Le territoire français est le patrimoine commun de la nation. Chaque collectivité publique en est le gestionnaire et le garant dans le cadre de ses compétences. Afin d'aménager le cadre de vie, d'assurer sans discrimination aux populations résidentes et futures des conditions d'habitat, d'emploi, de services et de transports répondant à la diversité de ses besoins et de ses ressources, de gérer le sol de façon économe, d'assurer la protection des milieux naturels et des paysages ainsi que la sécurité et la salubrité publiques et de promouvoir l'équilibre entre les populations résidant dans les zones urbaines et rurales et de rationaliser la demande de déplacements, les collectivités publiques harmonisent, dans le respect réciproque de leur autonomie, leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace.

Article L.121-1

Les schémas de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme et les cartes communales déterminent les conditions permettant d'assurer :

« 1° L'équilibre entre le renouvellement urbain, un développement urbain maîtrisé, le développement de l'espace rural, d'une part, et la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des espaces naturels et des paysages, d'autre part, en respectant les objectifs du développement durable ;

« 2° La diversité des fonctions urbaines et la mixité sociale dans l'habitat urbain et dans l'habitat rural, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs en matière d'habitat, d'activités économiques, notamment commerciales, d'activités sportives ou culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics, en tenant compte en particulier de l'équilibre entre emploi et habitat ainsi que des moyens de transport et de la gestion des eaux ;

« 3° Une utilisation économe et équilibrée des espaces naturels, urbains, périurbains et ruraux, la maîtrise des besoins de déplacement et de la circulation automobile, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des écosystèmes, des espaces verts, des milieux, sites et paysages naturels ou urbains, la réduction des nuisances sonores, la sauvegarde des ensembles urbains remarquables et du patrimoine bâti, la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature.

Article R.124-1

La Carte Communale après un rapport de présentation comprend un ou plusieurs documents graphiques.

Le ou les documents graphiques sont opposables aux tiers.

Article R124-2

Le rapport de présentation :

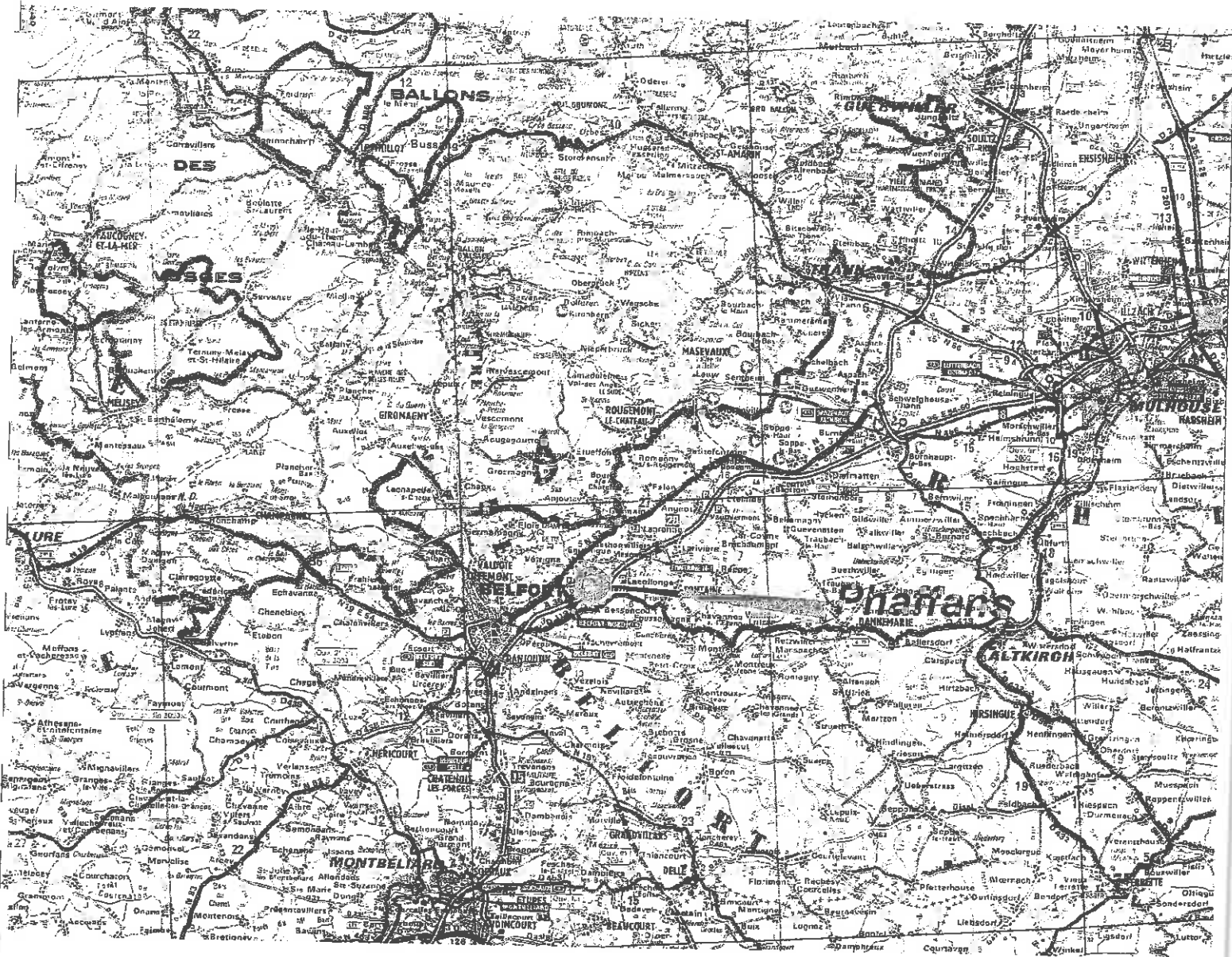
1° Analyse l'état initial de l'environnement et expose les prévisions de développement, notamment en matière économique et démographique ;

2° Explique les choix retenus, notamment au regard des objectifs et des principes définis aux articles L. 110 et L. 121-1, pour la délimitation des secteurs où les constructions sont autorisées ; en cas de révision, il justifie, le cas échéant, les changements apportés à ces délimitations ;

3° Évalue les incidences des choix de la carte communale sur l'environnement et expose la manière dont la carte prend en compte le souci de sa préservation et de sa mise en valeur.

ANALYSE DE L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT ET PRÉVISIONS DE DÉVELOPPEMENT

Commune de Phaffans CARTE DE SITUATION REGIONALE



Echelle : 1/1 000 000e

Bureau Natura
07 Mars 2005



22/02/2005 09:27:21

ANALYSE DE L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT ET PRÉVISIONS DE DÉVELOPPEMENT

I. DIAGNOSTIC SOCIO-ÉCONOMIQUE

A. Présentation du territoire

Phaffans, commune à la fois rurale et périurbaine de près de 350 habitants, est située au sein de la "Trouée de Belfort"¹, entre Jura et Vosges, à environ 7 kilomètres au Nord-Est de l'agglomération de Belfort. A l'origine village rural et agricole, Phaffans évolue inéluctablement vers l'habitat résidentiel du fait notamment de la proximité de Belfort et de l'accès proche de l'autoroute A36.

La Trouée permet la jonction entre le sud de l'Alsace et le nord de la Franche-Comté. Ce large couloir est emprunté par des réseaux de communications très variés :

- Réseau routier (RN 83) et autoroutier A 36
- Voie ferrée Paris-Bâle et futur TGV Rhin-Rhône.
- Canal du Rhône au Rhin

Deux voies importantes traversaient la région dès l'époque romaine qui permirent à César d'acheminer rapidement les troupes qui lui permirent de battre Arioviste et de faire repasser le Rhin à ses Germains devenus un peu trop envahissants.

La ville de Belfort, bien placée en son milieu, a joué pendant des siècles un rôle de verrou contre les invasions venant de l'Ouest (pendant la période autrichienne) ou de l'Est (lorsque la région est devenue française après la guerre de Trente Ans). Elle est restée un nœud de communications incontournable.

A l'origine, le village a vécu de l'agriculture mais d'autres activités existaient aux environs telles que mines de fer toutes proches (Roppe, Eguenigue), fabriques de plâtre, de chaux, tuileries et ateliers de tissage (XVIIe et XVIIIe siècles). Les mines furent exploitées à peu près jusqu'en 1855, jusqu'à épuisement des bancs.

Le territoire communal est aujourd'hui partagé entre la partie urbanisée constituée par le bourg d'origine et l'extension plus récente à l'Ouest (route de Denney), des espaces agricoles occupés par les cultures et prairies pâturées et un massif forestier, à l'Est, en relation avec la forêt domaniale de Belfort.

Les ruisseaux de l'Ermite, de l'Autruche, et de la Madeleine, drainent les eaux du Nord au Sud, en direction de la Bourbeuse, vers le Canal Rhône-Rhin.

De petite taille, Phaffans totalise approximativement 320 ha, et présente une topographie peu prononcée.

¹La Trouée de Belfort est un plateau situé entre l'extrémité nord de la chaîne du Jura et la partie méridionale du massif des Vosges. Son altitude varie entre 345 m d'altitude, au point le plus bas et un peu plus de 400 mètres à la ligne de partage des eaux entre le bassin versant du Rhin et celui du Rhône. La Trouée de Belfort, espace naturel, correspond approximativement au département du Territoire de Belfort, espace administratif.

La commune est par ailleurs coupée en deux par l'infrastructure de l'autoroute A36, qui passe au Sud-Est du village.

De nos jours, la commune de Phaffans fait notamment partie des instances suivantes :

- Syndicat mixte du Schéma de Cohérence Territoriale (S.C.O.T.) du Territoire de Belfort
- Communauté des communes du Tilleul créée le 1er janvier 1998.

La communauté de communes du Tilleul, créée le 1er janvier 1998, regroupe 13 communes, pour une population totale de 4252 habitants.

- Angeot	283	habitants
- Bessoncourt	953	habitants
- Bethonvilliers	220	habitants
- Eguenigue	292	habitants
- Fontaine	534	habitants
- Frais	227	habitants
- Lacollonge	223	habitants
- Lagrange	102	habitants
- Larivière	294	habitants
- Menoncourt	357	habitants
- Phaffans	320	habitants
- Reppe	240	habitants
- Vauthiermont	207	habitants ²

La communauté de communes dispose des compétences obligatoires suivantes :

- Aménagement de l'espace communautaire (schémas directeurs et schémas de secteurs, aménagement rural, zones d'aménagement concerté d'intérêt communautaire, PLU...).
- Développement économique intéressant l'ensemble de la Communauté (aménagement, entretien et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale ou touristique qui sont d'intérêt communautaire). Le territoire de la CCT comprend deux zones industrielles et commerciales d'intérêt départemental.

Ainsi que des compétences optionnelles suivantes :

- Protection et mise en valeur de l'environnement dont l'assainissement autonome.
- Entretien de la voirie dans le cadre de création ou aménagement de voirie d'intérêt communautaire.
- Cadre de vie.
- Gestion de la défense incendie.
- Equipements publics.
- Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH).
- Culture musicale par le soutien financier à la Fédération des Ecoles de Musique Est Territoire (FEMET).
- Organisation de manifestations à caractère communautaire.
- Collecte et traitement des déchets ménagés et assimilés.
- Investissement de construction des cantines garderies des communes de la CCT membres d'un R.P.I.
- Investissement pour la création et gestion d'itinéraires de promenade et de randonnée.
- Mise en place et gestion d'un Système d'Information Géographique (SIG).
- Construction et gestion d'infrastructures de communication électroniques porteuses de réseaux de données à très haut débit, ouverts au public.

Aperçu historique³ :

²RGP INSEE - 1999

³Sources : Pajot : bulletin de la SBE. 1904
Liblin : Belfort et son territoire, rééd. 1978

Un document de novembre 792 désigne déjà la commune de Phaffans sous le nom de Pagus Pefferanga, lieu de huttes et chaumières. Cet embryon de village tiendrait son nom de l'allemand "Pfarer" désignant un curé ou une paroisse. Le terme Anga est plus discutable et pourrait désigner la prairie humide.

Aux XI^e et XII^e siècles, un vrai village se forme, dénommé sous les comtes de Montbéliard "Fafen". Sa chapelle et sa position centrale en font le chef lieu de la "Marche de Roppe". Cette paroisse est à l'origine du terme toujours utilisé de La Baroche. L'église de Phaffans est toujours la paroisse de la majorité de ces villages, et La Baroche une entité culturelle et sociale, mais aussi un syndicat intercommunal. Cette paroisse disposait aussi, dès le Moyen Age, de sa propre juridiction sous la protection des seigneurs de Rougemont, puis de Roppe, à partir de 1500 et jusqu'à la Révolution.

Pour en savoir plus :

Un site internet consacré à la commune est consultable à l'adresse <http://www.phaffans.com/>. Ce site donne beaucoup d'informations sur le passé historique de la commune et sur son patrimoine, et notamment sur les objets classés ou non figurant dans l'église.



B. Diagnostic démographique et socio-économique

1. Démographie⁴

1.1. Evolution de la population

Au cours des 30 dernières années, la population de Phaffans a connu une augmentation régulière jusqu'en 1990, avant de connaître un repli en 1999. L'enquête annuelle de l'INSEE a toutefois permis de constater une nouvelle hausse sur les années récentes, avec une progression comprise entre 1,5% et 2% par an.

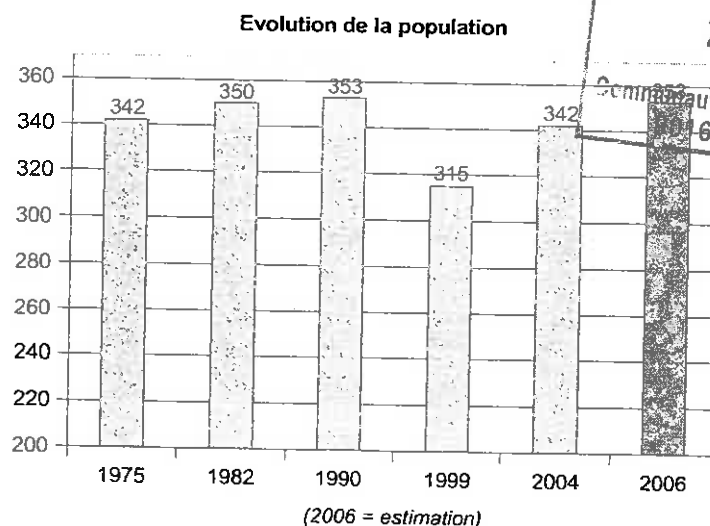
Evolution de la population					
	1975	1982	1990	1999	Estimation 2006
Population	342	350	353	315	342
	1968-75	1975-82	1982-90	1990-99	1999-2004
Accr. annuel	-1,25%	0,33%	0,11%	-1,26%	1,66%
Accr. naturel	0,16%	-0,04%	-1,00%	0,16%	0,16%
Solde migratoire	-1,40%	2,90%	1,10%	1,14%	1,50%

	2004	1999
Population	342	315
Part des hommes (%)	52,0	50,8
Part des femmes (%)	48,0	49,2

Source : Insee Enquête annuelle de recensement 2004
RP99 - Exploitation principale

Depuis 1999, la population a augmenté de 27 habitants, soit une progression de 8,6%.

En 2006, Phaffans retrouve la population qu'elle avait il y a 15 ans.



Cette évolution positive est notamment due à l'accueil de quelques jeunes ménages sur la commune. Le solde migratoire s'inverse donc après la période difficile des années 1990-99, où la commune perdait des habitants à un rythme assez élevé (-1,26%/an), dans un contexte de dynamisme naturel de population égal à 0.

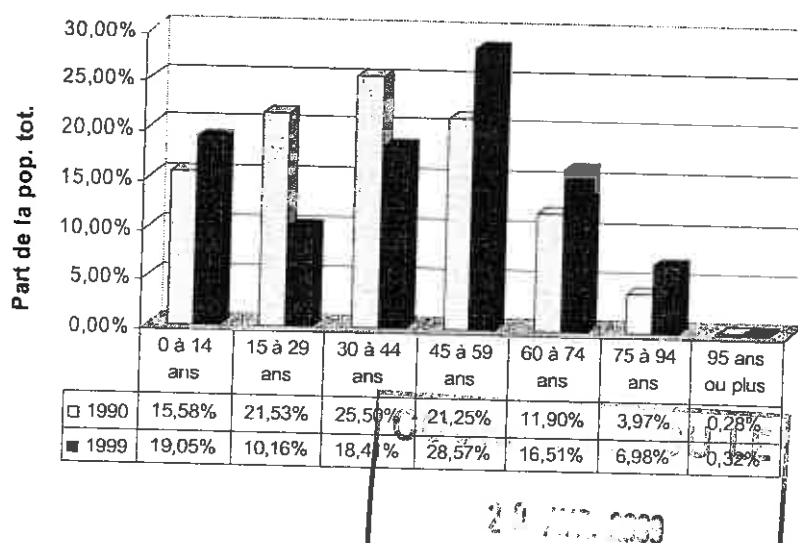
⁴Les données chiffrées présentées dans les chapitres démographie, logement, et population active proviennent des exploitations INSEE des RGP de 1999 et antérieurs, ainsi que de l'enquête annuelle INSEE effectuée en 2004, pour laquelle seuls sont publiés des résultats partiels.

Taux démographiques (moyennes annuelles)					
	1962-1968	1968-1975	1975-1982	1982-1990	1990-1999
Taux d'évolution global	1,56 %	14,13 %	0,33 %	0,11 %	-1,26 %
- dû au solde naturel	0,26 %	0,75 %	0,41 %	0,25 %	0,00 %
- dû au solde migratoire	1,30 %	13,38 %	-0,08 %	-0,14 %	-1,26 %
Taux de natalité pour 1000	14,30	13,70	8,20	9,20	8,30
Taux de mortalité pour 1000	11,70	6,20	4,10	6,80	8,30

1.1. Structure par âges

Jusqu'en 1999, globalement la population de Phaffans marque une tendance au vieillissement (augmentation de la part de toutes les classes d'âges de plus de 45 ans), avec toutefois une petite augmentation des 0-14 ans.

Evolution des différentes classes d'âge

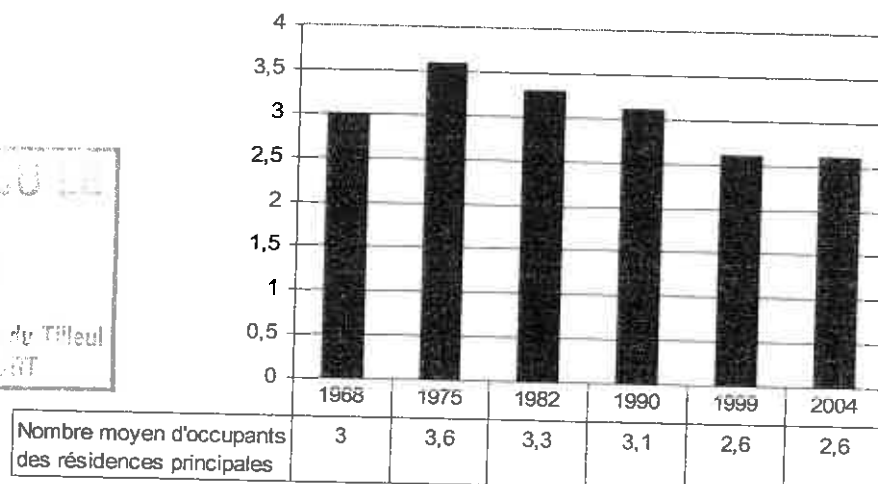
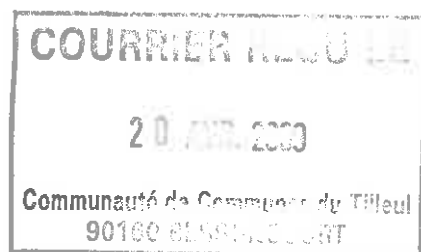


L'accueil de quelques jeunes ménages sur les années 1999-2000 est toutefois pas suffisant pour enrayer durablement le phénomène, même s'il a contribué à l'atténuer.

1.1. Structure des ménages

L'évolution des structures des ménages est significative des phénomènes de décohabitation (desserrement des ménages), qui touchent la France depuis la fin des années 1990.

Nombre moyen d'occupants des résidences principales



Depuis 1975, le nombre de personnes par ménage est ainsi passé de 3,6 à 2,6. Le chiffre de 2004 indique toutefois une stabilisation du phénomène, malgré le vieillissement constaté.

Population des ménages selon le mode de cohabitation			
	Personnes		
	1999		Evol. 90-99 en %
	Nombre	%	
Ensemble	316	100,0 %	-14,1 %
Ménages d'une personne	16	5,1 %	100,0 %
homme seul:	4	1,3 %	///
femme seule	12	3,8 %	50,0 %
Familles	292	92,4 %	-14,1 %
dont : familles monoparentales	8	2,5 %	-60,0 %
homme seul et enfant(s)	4	1,3 %	-75,0 %
femme seule et enfant(s)	4	1,3 %	0,0 %
couples avec enfant	172	54,4 %	-32,8 %
couples sans enfant	112	35,4 %	75,0 %
Hors famille dans un ménage de plus d'une pers.	8	2,5 %	-60,0 %

Conséquences du vieillissement de la population, on constatait ainsi au RGP de 1999, une forte augmentation du nombre de personnes seules (femmes), ainsi qu'une très forte augmentation des couples sans enfants (+75%). Le nombre de personnes seules a ainsi augmenté de 100%, tandis que celui des familles diminuait de 14%.

2. Logement

2.1. Evolution

Les logements sont constitués quasi-exclusivement de résidences principales. Les résidences secondaires et logements vacants sont en effet quasi-absents du parc.

Evolution du nombre de logements					
	1968	1975	1982	1990	1999
Ensemble des logements	51	102	113	117	128
Résidences principales	45	94	107	115	122
Nombre moyen d'occupants des résidences principales	3,0	3,6	3,3	3,1	2,6
Résidences secondaires*	3	6	3	0	1
Logements vacants	3	2	3	2	5

* à partir de 1990, comprend les logements occasionnels

L'évolution montre une progression nette et régulière du nombre de résidences principales, malgré la diminution de population enregistrée en 1990-99, en raison du desserrement des ménages évoqué plus haut.

En 2004, le nombre de logements s'établit à **132**, dont **131 résidences principales**, et un seul logement vacant. Cette évolution traduit la forte demande en logements que connaît Phaffans, qui a complètement réintégré ses logements vacants et résidences secondaires dans le parc "actif".

2.1. Mode d'occupation et types d'habitat

Le parc est occupé pour sa plus grande part, par des propriétaires (les logements en location représentent seulement 7% des logements (en diminution entre 1990 et 1999)).

Résidences principales selon le statut d'occupation				
	Logements			Nombre de personnes 1999
	1999		Evolution de 1990 à 1999	
	Nombre	%		
Ensemble	122	100,0 %	6,1 %	315
Propriétaires	107	87,7 %	1,9 %	283
Locataires	8	6,6 %	-11,1 %	18
dont :				
Logement non HLM	7	5,7 %	-22,2 %	15
Logement HLM	0	0,0 %	///	0
Meublé, chambre d'hôtel	1	0,8 %	///	3
Logés gratuitement	7	5,7 %	600,0 %	14

On constate par ailleurs que la commune n'accueille pas de logements sociaux. Ce constat est toutefois conforme à la localisation géographique de la commune et à son niveau d'équipement (peu de commerces ou services sur place, et relatif éloignement par rapport aux bourgs voisins), d'où une inadéquation avec l'accueil

de ménages en difficulté, dont la mobilité est réduite du fait de leur situation économique ou physique.

Entre 1999 et 2004, le nombre de locataires a toutefois connu une augmentation, passant de 6,6% à 9,2% des ménages.

Nombre de résidences principales selon le type d'immeuble		
	1999	1990
Maison individuelle	118	111
Immeuble collectif	4	3
Autre	0	1

Les constructions individuelles dominent très largement le parc, dont les caractéristiques sont rurales (seulement 4 logements en appartement en 1999).

2.1. Niveau de confort

Le niveau de confort des logements est satisfaisant, avec une amélioration significative sur la dernière période intercensitaire (-63% de logements sans baignoire ni douche).

L'équipement des logements en chauffage central semble marquer le pas, mais l'augmentation du nombre de logements sans chauffage central n'est pas significative d'inconfort.

Résidences principales selon le confort			
Confort des logements	1999	%	Evolution de 1990 à 1999
Ensemble des résidences principales	122	100,0 %	6,1 %
Ni baignoire, ni douche	3	2,5 %	-62,5 %
Avec chauffage central*	91	74,6 %	-3,2 %
Sans chauffage central	31	25,4 %	47,6 %
Garage-box-parking**	107	87,7 %	///
Deux salles d'eau**	6	4,9 %	///

* y compris chauffage "tout électrique" à radiateurs muraux

** cette donnée n'est pas disponible au recensement de 1990

2.1. Age du parc

Seul un petit quart des logements appartiennent au bâti traditionnel de Phaffans, la plus grande partie ayant été construite sur la période 1949-74 (50% du total).

Les périodes les plus récentes (postérieures à 1990) indiquent toutefois une diminution du rythme de la construction, avec seulement 6 logements pour la période 1990-99, et 4 logements pour la période 1999-2004, conséquence d'une certaine rétention foncière des terrains constructibles sur la commune⁵.

⁵ Il apparaît que la plupart des terrains qui étaient constructibles au P.O.S. initial de Phaffans ne se sont jamais, ou très peu, libérés.

Résidences principales selon l'époque d'achèvement			
Epoque d'achèvement	1999	%	Evolution de 1990 à 1999
Ensemble	122	100,0 %	6,1 %
avant 1949	29	23,8 %	-3,3 %
1949 à 1974	61	50,0 %	1,7 %
1975 à 1989	26	21,3 %	4,0 %
1990 ou après	6	4,9 %	///

3. Population active – migrations alternantes

3.1. La population active

En 2004, la population active s'élève à 142 personnes, contre 132 en 1999, avec 27 habitants supplémentaires. Le taux d'activité de la population est toutefois passé de 67% à 64,8%, conséquence principale du vieillissement de la population et de départs à la retraite.

	2004	1999
Population active (14-63 ans)	142	132
Population active occupée	134	126
Chômeurs	8	6
Taux d'activité (%)	64,8	67,0
Taux de chômage (%)	5,6	4,5

Source : Insee, Enquête annuelle de recensement 2004
RP99 - Exploitation principale

Le nombre de chômeurs a par ailleurs progressé de deux unités sur la même période.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution par rapport à la population totale de la commune, et non par rapport à la seule population active.

	2004	1999
Population	342	315
Actifs	144	134
Actifs occupés (%)	39,8	40,6
Chômeurs (%)	2,3	1,9
Inactifs	198	181
Retraités ou pré-retraités (%)	25,1	23,2
Elèves, étudiants, stagiaires non rémunérés (%)	7,9	6,3
Autres inactifs (%)	24,9	27,9

Source : Insee, Enquête annuelle de recensement 2004
RP99 - Exploitation principale

La population salariée est largement majoritaire. Les travailleurs indépendants et aides familiaux constituent les catégories ayant le plus régressé entre 1990 et 1999.

Population active ayant un emploi par statut		
	1999	Evolution de 1990 à 1999
Salariés	111	-12,6 %
Non salariés	17	-26,1 %
dont :		
- Indépendants*	6	-26,3 %
- Employeurs*	8	
- Aides familiaux	3	-25,0 %

*l'évolution 1990-1999 concerne le total des indépendants et employeurs qui étaient regroupés en 1990

3.2. Migrations alternantes domicile – travail

Sur 128 actifs ayant un emploi en 1999, et habitant à Phaffans, seuls 26 travaillaient sur la commune même (20,3%), soit une augmentation importante de 53% entre 1990 et 1999, liée à des circonstances locales. En effet, les tendances générales s'orientent le plus fréquemment vers une diminution du nombre d'actifs travaillant sur place dans les petites communes rurales, et une augmentation corrélative des migrations domicile-travail utilisant la voiture particulière.

Lieu de résidence - lieu de travail		
Actifs ayant un emploi	1999	Evolution de 1990 à 1999
Ensemble	128	-14,7 %
Travaillent et résident :		
* dans la même commune	26	52,9 %
%	20,3 %	9,0 points
* dans 2 communes différentes :	102	-23,3 %
- de la même unité urbaine	0	///
- du même département	83	-29,1 %
- de départements différents	19	18,8 %

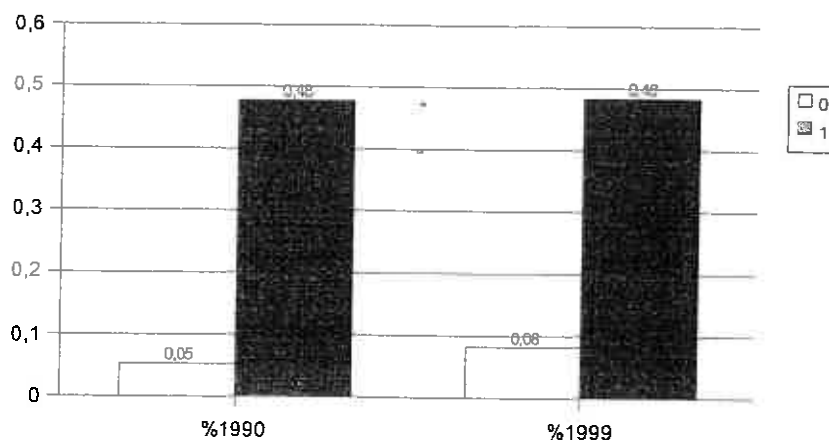
Les migrations alternantes restent toutefois importantes, ainsi seules 10 résidences principales sur 122 ne disposent d'aucun véhicule.

Fait, positif, la motorisation des ménages n'a toutefois pas augmenté entre 1990 et 1999, contrairement aux tendances nationales et belfortaines.

Nombre de résidences principales selon le nombre de voitures		
	1999	1990
Aucune voiture	10	6
1 voiture	59	55
2 voitures et plus	53	54

A l'inverse des tendances plus générales, on enregistre ainsi une diminution du nombre de ménages équipés de deux véhicules et plus, et une augmentation du nombre de ménages ne disposant d'aucun véhicule. Ce phénomène s'explique probablement par le vieillissement de la population (augmentation de la part des ménages de personnes en retraite, dont les besoins de déplacements sont moindres que pour les actifs).

Motorisation des ménages (évolution 1990-99)



Part des ménages équipés de 0, 1 ou 2 véhicules et plus

En ce qui concerne les modes de déplacements utilisés par la population active dans les navettes domicile-travail, la voiture particulière est utilisée dans plus de deux tiers des cas. Viennent ensuite les personnes travaillant à domicile, dans près de 8% des cas, puis les transports en commun dans 7% des cas.

	ensemble	dans la même commune	autre com-ensemble	et même unité urb.	et même zone emploi	et même département	dont même région	dont autres cas
Pas de transport	7,8%	38,5%	0,0%	-	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Marche à pied seule	6,3%	30,8%	0,0%	-	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Deux roues seul	2,3%	0,0%	2,9%	-	3,6%	3,6%	3,1%	0,0%
Voiture partic seule	70,3%	23,1%	82,4%	-	84,3%	84,3%	81,3%	100,0%
Transpt commun seul	7,0%	3,8%	7,8%	-	4,8%	4,8%	8,3%	0,0%
Plusieurs modes trpt	6,3%	3,8%	6,9%	-	7,2%	7,2%	7,3%	0,0%
Total	100,0%	100,0%	100,0%	-	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Source : Recensement de la population 1999 - Exploitation principale et complémentaire - INSEE

La marche à pied reste utilisée dans plus de 6% des cas (31% des déplacements sur la commune même). Il apparaît toutefois que la voiture ou les transports en commun restent utilisés dans plus d'un quart des cas, par des gens qui travaillent sur la commune même. Les deux roues ne représentent que 2,3% des déplacements. Ils sont utilisés exclusivement pour des déplacements en dehors du territoire communal.

4. Les activités présentes sur la commune

4.1. Les entreprises

De par sa proximité avec Belfort, Phaffans ne compte que très peu de commerces et services. Les entreprises suivantes sont toutefois recensées (en fonction de l'emploi salarié de l'Unedic-2004) :

4 établissements employant un total de 15 personnes.

- travaux de maçonnerie – 1 établissement – 3 personnes
- menuiserie métallique, serrurerie – 1 établissement – 2 personnes
- peinture – 1 établissement – 3 personnes
- restauration de type traditionnel (Auberge de Phaffans) – 1 établissement – 7 personnes

Peuvent également être mentionnés :

-
- Toupence Roger – édition musicale / vente / animation – entreprise individuelle

L'INSEE, dans sa classification par activités 2005, répartit ces 6 établissements comme suit :

- industries des biens de consommation – 1
- construction – 3
- services aux particuliers – 2

avec :

2 établissements de :	0	salariés
3	1-5	
1	6-10	

Plusieurs commerces ambulants desservent par ailleurs régulièrement la commune :

- crèmerie,
- boulangerie-pâtisserie,
- boucherie-charcuterie,
- commerce de produits surgelés.

Le dépôt de papier, installation classée qui employait pas mal de salariés, est aujourd'hui supprimé et remplacé par les activités d'une association caritative.

4.2. L'agriculture

La place de l'agriculture est devenue minoritaire dans l'économie locale, notamment en termes d'emplois créés, mais elle modèle toujours très fortement les paysages de la commune.

Le RGA de 2000 recensait 6 exploitations (professionnelles ou en multiactivité).

En 2006, un recensement complémentaire, effectué dans le cadre des études de la carte communale, a permis de désigner 3 sièges d'exploitation principaux, pratiquant l'élevage.

Les exploitations pratiquent essentiellement la culture céréalière, polyculture et l'élevage bovin.

La surface agricole utilisée des exploitations s'établit ainsi à 206 ha, dont 119 ha de terres labourables, et 87 ha de surface toujours en herbe.

Le nombre de vaches était de 106 en 2000.
La commune compte par ailleurs 75 ha de bois et forêts.

Un remembrement a été effectué en 1974.

La forêt est soumise à gestion de l'O.N.F.

Afin de concilier les impératifs agricoles et le nécessaire développement des communes, une règle de recul réciproque entre habitat et agriculture (bâtiments d'élevage), a été fixée par la réglementation. Ce recul est de 50 mètres dans le cadre du règlement sanitaire départemental (R.S.D.), et pour les installations classées soumises à déclaration. Il est porté à 100 mètres pour les installations soumises à autorisation.

Les trois exploitations existantes à Phaffans sont soumises au règlement sanitaire départemental.

Les règles de recul sont fixées par l'article L.111-3 du Code Rural, ci-dessous.

Article L.111-3 du Code Rural :

Lorsque des dispositions législatives ou réglementaires soumettent à des conditions de distance l'implantation ou l'extension de bâtiments agricoles vis-à-vis des habitations et immeubles habituellement occupés par des tiers, la même exigence d'éloignement doit être imposée à ces derniers à toute nouvelle construction et à tout changement de destination précités à usage non agricole nécessitant un permis de construire, à l'exception des extensions de constructions existantes.

Dans les parties actuellement urbanisées des communes, des règles d'éloignement différentes de celles qui résultent du premier alinéa peuvent être fixées pour tenir compte de l'existence de constructions agricoles antérieurement implantées. Ces règles sont fixées par le plan local d'urbanisme ou, dans les communes non dotées d'un plan local d'urbanisme, par délibération du conseil municipal, prise après avis de la chambre d'agriculture et enquête publique.

Dans les secteurs où des règles spécifiques ont été fixées en application de l'alinéa précédent, l'extension limitée et les travaux rendus nécessaires par des mises aux normes des exploitations agricoles existantes sont autorisés, nonobstant la proximité de bâtiments d'habitations.

Par dérogation aux dispositions du premier alinéa, une distance d'éloignement inférieure peut être autorisée par l'autorité qui délivre le permis de construire, après avis de la chambre d'agriculture, pour tenir compte des spécificités locales. Une telle dérogation n'est pas possible dans les secteurs où des règles spécifiques ont été fixées en application du deuxième alinéa.

Il peut être dérogé aux règles du premier alinéa, sous réserve de l'accord des parties concernées, par la création d'une servitude grevant les immeubles concernés par la dérogation, dès lors qu'ils font l'objet d'un changement de destination ou de l'extension d'un bâtiment agricole existant dans les cas prévus par l'alinéa précédent.

Les bâtiments d'élevage sont tous situés dans le bourg, ou sur sa périphérie immédiate. Ils constituent ainsi un élément déterminant à prendre en compte dans le zonage de la carte communale.

5. Les équipements et services

Situation d'ensemble

La commune dispose de quelques services, mais Belfort toute proche fournit la quasi intégralité des services et commerces nécessaires aux habitants.

Sur les 36 équipements indispensables définis par l'INSEE, la commune n'en compte que 2. L'éloignement moyen à l'ensemble des équipements et services est toutefois assez faible – 3,8 km en moyenne – pour une population globalement très motorisée, et disposant d'un service de navettes en bus (ligne 33 de la CTRB⁶, avec deux arrêts⁷ sur la commune.

Certains équipements, commerces ou services de proximité sont par ailleurs présents sur Bessoncourt ou Roppe.

La commune dispose pour seul équipement d'infrastructure, d'une école.

L'école de Phaffans fait l'objet d'un regroupement pédagogique avec Denney : on compte trois classes (dont une à Phaffans et deux à Denney) pour 74 élèves, et une centaine d'élèves de maternelle (4 classes), d'autre part, dans le cadre du syndicat de la Baroche (Denney, Phaffans, Menoncourt, Lacollonge, Roppe, Eguenigue).

Le milieu associatif, très dynamique, dispose d'un local situé à l'arrière de la mairie.

⁶Compagnie des Transports de la Région de Belfort

⁷Arrêts "lotissement" et "monument"

Tableau des équipements et services de Phaffans :

TRANSPORTS ET DÉPLACEMENTS <i>Présence ou absence de :</i> X Gare ferroviaire de voyageurs X Autocar régulier et quotidien Réseau de transports urbains	ACTION SOCIALE <i>Présence ou absence de :</i> • Personnes âgées : X Aide ménagère à domicile X Portage de repas à domicile X Soins à domicile X Surveillance à domicile Foyer restaurant pour personnes âgées Maison de retraite • Enfants en bas-âge : Crèche familiale Crèche collective Halte garderie • Autres service d'aide sociale : X Aide ménagère à domicile (hors personnes âgées) X Soins à domicile (hors pers. âgées) Association d'aide à la recherche d'un emploi Institut de formation continue public ou privé	<i>Port de plaisance</i> Sentier, circuits sportifs, randonnée Domaine skiable aménagé EQUIPEMENTS SPORTIFS ET DE LOISIRS : Terrain de grands jeux Terrain de petits jeux Centre équestre Installation sportive couverte Tennis couvert ou non Piscine couverte ou non
SERVICES PUBLICS ET GÉNÉRAUX : <i>Présence ou absence de :</i> Bureau de poste Banque ou caisse d'épargne Pompiers, centre de secours Trésorerie Gendarmerie Notaire X Lieu de culte	ENSEIGNEMENT <i>Présence ou absence de :</i> • ENSEIGNEMENT - PREMIER DEGRÉ Enseignement public : X Ecole maternelle ou classe enfantine X Ecole primaire X Cantine scolaire (RPI Denney) X Ramassage scolaire X Garderie périscolaire (RPI Denney) Enseignement privé : Structure d'accueil d'enfants de moins de 6 ans Ecole primaire privée Cantine scolaire privée • ENSEIGNEMENT DEUXIÈME DEGRÉ - PREMIER CYCLE Collège public Collège privé (avec internat) X Ramassage scolaire • ENSEIGNEMENT TROISIÈME DEGRÉ : Lycée d'enseignement général Lycée agricole Lycée d'enseignement professionnel	EQUIPEMENTS ET ACTIVITÉS SPORTIFS ET SOCIOCULTURELS : Ecole de musique (hors fanfare) Salle de cinéma Salle de spectacle Bibliothèque fixe Bibliothèque mobile Centre culturel Centre socioculturel X Foyer rural ou salle polyvalente Lieu de rassemblement et de distractions Centre aéré (CLSH) Musée X Association sportive Club du troisième âge Groupe musical, de théâtre, fanfare...
COMMERCES, SERVICES, ARTISANAT : <i>Présence ou absence de :</i> Garage Distribution de carburant Maçon X Plâtrier peintre X Menuisier, charpentier, couvreur X Plombier, serrurier, chauffagiste Électricien Entreprise générale du bâtiment Supermarché (supérette) Alimentation générale, épicerie Boulangerie, pâtisserie Boucherie, charcuterie Librairie, papeterie Droguerie, quincaillerie Magasin de meubles Salon de coiffure Café, débit de boissons Bureau de tabac X Restaurant Marchés de détail	CAUSES D'ATTRACTION TOURISTIQUE : 1 Gastronomie 2 Monument, architecture, musée... 3 Campagne Curiosité naturelle, site ou ouvrage d'art Montagne Forêt Vignoble Pêche X Chasse Culture (festival, exposition artistique...) Diversissement (parc d'attraction, fête locale) Commerciale (foire, exposition) Plan d'eau Sportive Artisanat Autres CAPACITÉS D'ACCUEIL TOURISTIQUE : Hôtel homologué de tourisme Hôtel non classé Gîte rural X Chambre d'hôtes Autre meublé touristique (2 chambres - 4 lits) Camping à la ferme Centre de vacances Camping homologué	PROFESIONS MÉDICALES ET PARAMÉDICALES Dentiste Infirmier, infirmière Laboratoire d'analyses médicales Masseur-kinésithérapeute Médecin généraliste Pharmacie
SANTÉ <i>Présence ou absence de</i> • ÉTABLISSEMENTS PUBLICS OU PRIVÉS Établissement de santé Ambulance implantée dans la commune Centre médico-social, dispensaire et centre de soins	SPORTS, LOISIRS, CULTURE <i>Présence ou absence de :</i> • SITES DE SPORTS ET DE LOISIRS : Base de plein air et de loisirs Plage ou baignade aménagée Base nautique, plan d'eau autorisé	

La commune la plus fréquentée est Belfort, à 8 km.

Démographie-logements-activités (conclusion)

Phaffans se caractérise en résumé par :

- une population dont l'augmentation au cours des cinq années passées, n'a été permise que par l'adaptation et la réorganisation du parc existant, et est limitée par l'offre insuffisante de logements et de foncier, malgré une demande qui reste forte,
- une population, dont le vieillissement a été compensé par l'accueil de jeunes ménages,
- une décohabitation pour l'instant peu marquée, malgré le vieillissement de la population,
- un parc de logements dont les possibilités d'évolution sont épuisées,
- une absence de logements sociaux sur la commune, notamment due aux caractéristiques du territoire, peu adaptées à une population à faible mobilité, mais une augmentation du parc locatif entre 1999 et 2004,
- quelques activités implantées localement,
- une agriculture encore très présente malgré la proximité de l'agglomération de Belfort, et des contraintes de développement liées à la présence d'élevages,
- peu de services sur place, mais la présence notable d'une école et services périscolaires, et la présence d'un restaurant amenant des visiteurs extérieurs sur la commune.

II. ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

A. Réseaux et infrastructures

1. Réseaux

Assainissement

Phaffans est équipée d'un réseau collectif d'assainissement. Quasiment toutes les constructions du bourg sont raccordées à cinq exceptions près. Les habitations situées en partie Nord de la Rue de Roppe sont par ailleurs équipées de dispositifs d'assainissement autonome.

Les eaux usées sont collectées par le réseau, et ramenées à la nouvelle station d'épuration, située le long de l'autoroute, qui traite également les eaux en provenance de Bessoncourt.

Une extension des réseaux est prévue Rue de Lacollonge. La localisation exacte de la station de relèvement est à l'étude, au bas de la Rue du Bourbet.

La compétence assainissement est assurée par la communauté de communes du Tilleul, laquelle a notamment en charge la gestion du SPANC, et l'entretien et le fonctionnement des installations individuelles.

Un schéma directeur et un zonage d'assainissement ont été réalisés par la communauté de communes du Tilleul au cours des années 2000-2001.

Le zonage d'assainissement doit par ailleurs être révisé pour être mis en cohérence avec la carte communale.

Eau potable

L'ensemble des habitations sont raccordées. Le dimensionnement du réseau est satisfaisant. Toutefois, si l'alimentation en eau est suffisante pour l'alimentation en eau des habitations, plusieurs citernes ont été installées pour alimenter la défense incendie. Une première citerne a été installée au début de la Rue de la Tannerie, ainsi qu'une seconde de 120 m³ dans la cour de l'école primaire, et une troisième dans le futur lotissement du Jardin des Vosges, de même capacité que la précédente. Le syndicat des eaux a par ailleurs effectué plusieurs forages pour compenser cette faiblesse du réseau.

Ordures ménagères

La Communauté de Communes du Tilleul a la compétence ordures ménagères pour "la collecte et le traitement des déchets ménagers et assimilés" depuis le 1er janvier 2003.

La CCT a choisi le SICTOM d'Etueffont (SICTOM de la zone Sous-Vosgienne) pour poursuivre son action de collecte et de transport des déchets et le SERTRID pour traiter les déchets à l'usine d'incinération de Bourogne. Les communes sont représentées dans la commission chargée de réfléchir aux modes de collecte et de financement des ordures ménagères.

Quantités collectées pour Phaffans

- Tonnage collecté OM (T)	76
- Déchetterie mobile (Kg)	7240
- Verre (Kg)	16910
- Plastique (Kg)	1980
- Papier (Kg)	12080
- Poids/kg OM par hab.	238

2. Infrastructures

Le territoire communal est parcouru par quatre départementales, ainsi que par l'autoroute A36, infrastructure majeure, qui coupe Phaffans en deux selon un axe Nord-Est – Sud-Ouest.

La RD46 est l'axe de communication d'intérêt local le plus fréquenté (accès à Belfort, via Denney) avec une moyenne journalière d'environ 1 200 véhicules.

Cependant, c'est l'autoroute A36 qui supporte le plus fort trafic routier, de l'ordre de 38 600 véhicules en moyenne par jour.

La commune est également traversée du Nord au Sud par la RD53, et la RD25, qui relie Eguenigue et Menoncourt, à Bessoncourt. A l'Est du territoire, la RD31 et la RD33 permettent également de relier Lacollonge à Bessoncourt.

Toutes ces routes départementales supportent un trafic important, de l'ordre de 1000 véhicules/jour.

Enfin, le chemin de grande randonnée "GRE5" passe en limite Est de la commune dans les massifs de la forêt domaniale de Belfort.

B. Contexte physique de la commune

1. Le climat

La trouée de Belfort est soumise à un climat de type semi-continental du fait de son éloignement marqué de toute influence océanique déterminante.

De par sa nature topographique, en forme de couloir allongé, cette région de Franche Comté est soumise à d'importantes perturbations. On remarque par ailleurs une forte amplitude thermique entre hiver et été : les hivers sont froids et humides, les été chauds et relativement secs.

L'influence des vents et la position géographique de la trouée de Belfort, entre Vosges et Jura, sont à l'origine d'abondantes précipitations. Il pleut en moyenne 150 jours par an dans la région de Belfort. Ces pluies, parfois à l'origine d'inondations (1999), sont à caractère orageux en été et en automne. En hiver, la neige et le brouillard sont abondants.

2. La topographie et l'occupation du sol

Topographie

La commune présente une topographie très peu accidentée, avec des altitudes comprises entre 381 m, en limite avec Lacollonge, et 347 m, en bordure des petits cours d'eau de l'Ermite et de l'Autruche, au Sud-Ouest du bourg, ou de 354 m en bordure du ruisseau de la Madeleine, en forêt domaniale de Belfort.

De façon générale, le relief se présente comme une zone de plaine ou de bas-plateau, entrecoupé par l'hydrographie. Cette dernière vient s'y intercaler par le biais de petites vallées aux pentes très adoucies.

Les cours d'eau suivent une direction générale Nord-Sud.

Le bourg est installé de part et d'autre de la petite vallée de l'Ermite (partie ancienne en rive Est et partie récente en rive ouest).

Occupation du sol

La commune de Phaffans apparaît comme une plaine cultivée peu bocagère et seulement boisée au Sud-Est, en relation avec l'imposante forêt domaniale de Belfort. Les surfaces cultivées sont relativement importantes, comparé à la faible richesse potentielle du sol,

Quelques masses boisées significatives sont conservées aux abords de l'autoroute pour l'isoler le plus possible du bourg. Le tracé de l'A36 forme cependant une coupure radicale du territoire et cependant, le village et l'autoroute semblent s'ignorer.

La prairie naturelle, souvent utilisée en pâture, s'étend préférentiellement dans les bas fonds plus ou moins humides. Elle s'intercale souvent entre les parcelles cultivées.

Les trois cours d'eau sont bordés de boisements linéaires et sinueux. Au sortir de la commune, le ruisseau de la Madeleine s'écoule au travers de la forêt.

Le bourg ancien groupé, comportant des fermes et des bâtiments agricoles, est noyé dans les vergers et les rideaux d'arbres. Des parcelles en prés et vergers s'ouvrent en arrière des habitations.

L'extension urbaine à l'Ouest rompt complètement avec le bourg ancien, par son implantation, sa morphologie et le type d'habitat collectif.

3. L'hydrographie et l'hydrologie

Les eaux de surface

Trois cours d'eau traversent la commune de Phaffans :

- Le ruisseau de l'Ermite au Nord-Ouest,
- Le ruisseau de l'Autruche en limite Ouest de la commune ($Q_{10} = 20 \text{ m}^3/\text{s.}$, $Q_{100} = 35 \text{ m}^3/\text{s.}$),
- Le ruisseau de la Madeleine qui coupe le prolongement Est de la commune ($Q_{10} = 30 \text{ m}^3/\text{s.}$, $Q_{100} = 51 \text{ m}^3/\text{s.}$).

Les données les plus récentes fournies par l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse datent de 1992. Depuis cette date, la commune de Phaffans s'est dotée d'une nouvelle station d'épuration.

Les cours d'eau ont subi des recalibrages dans les années 70, ce qui s'est révélé très préjudiciable à la qualité biologique de ces milieux.

Le ruisseau de l'Ermite a subi des aménagements en amont de son cours. La dégradation de ce cours d'eau est, à l'origine, en grande partie due au mauvais fonctionnement de la station d'épuration de Phaffans. Aujourd'hui, cette station est remise aux normes et n'induit plus un impact aussi important sur la qualité biologique du ruisseau.

Le ruisseau de l'Autruche qui prend sa source sur la commune de Roppe est également assez dégradé.

Pour ces deux cours d'eau, la qualité globale reste moyenne à médiocre.

La rivière La Madeleine présente globalement des eaux de bonne qualité. Elle est peu affectée par les rejets de la commune.

La dégradation biologique des cours d'eau est par conséquent de deux ordres :

- Destruction du milieu aquatique par des travaux de recalibrage ;
- Dégradation de la qualité des eaux par des rejets nocifs à la vie aquatique en général.



Les efforts réalisés par la commune de Phaffans, pour la construction d'une nouvelle station d'épuration avec la commune de Bessoncourt, d'une capacité de 3 500 équivalent-habitants et un raccordement de certaines habitations à des systèmes de traitement autonome des eaux usées, permet d'espérer une amélioration progressive de la qualité des cours d'eau. Il serait enfin intéressant de quantifier les effluents rejetés par l'autoroute A36 et les installations agricoles.

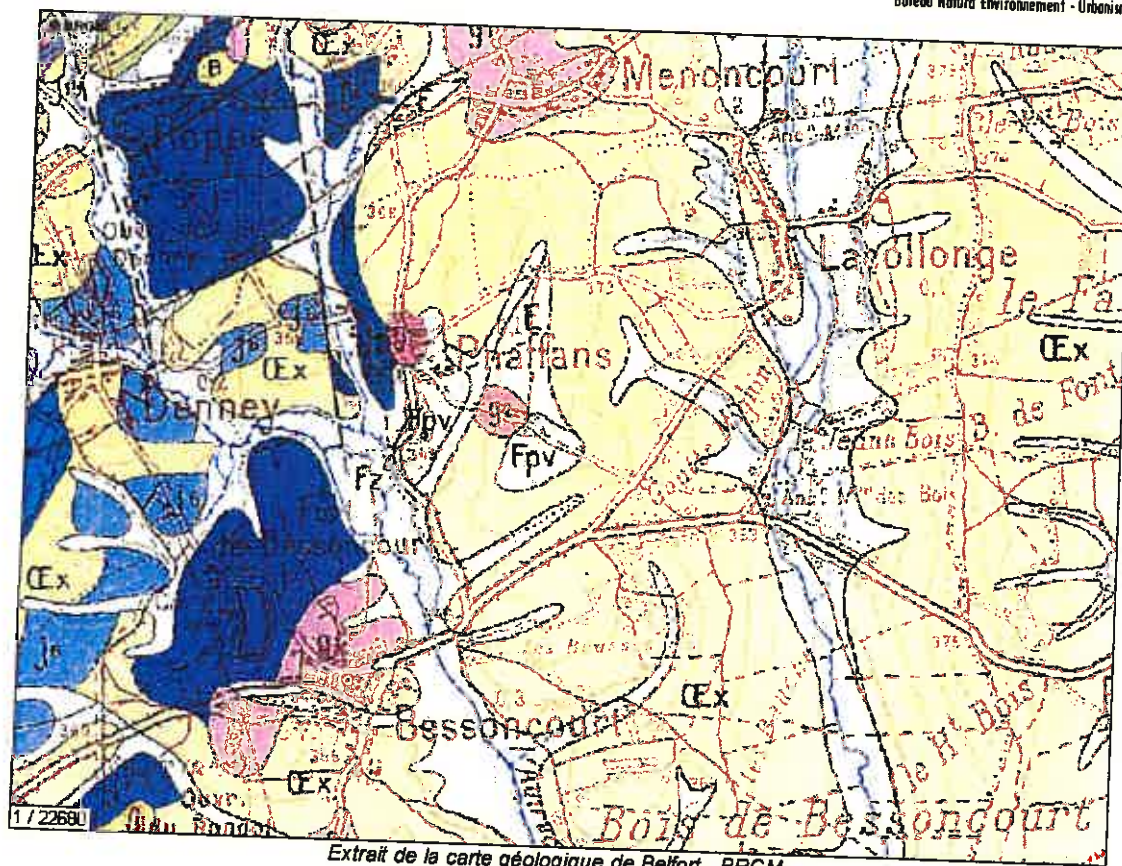
Les eaux souterraines revêtent une grande importance pour la commune de Phaffans. Elles doivent être protégées de toute forme de pollution, du fait que l'aquifère est à dominante karstique. Il faut en effet rappeler que la quasi totalité du bourg et son extension Ouest portent sur des zones de calcaires très perméables.

4. La géologie et la géomorphologie

Sources : BRGM – Carte géologique de la France : feuille de Belfort au 1.50 000e.

La commune de Phaffans se situe dans le Territoire de Belfort, département partagé en trois régions distinctes :

- Au Nord le massif des Vosges qui s'abaisse rapidement en une plaine très découpée par les eaux de surface ;
- Au Sud-Ouest la zone de plateaux repose sur un sous sol calcaire du Jurassique moyen ;
- A l'Est s'étend la plaine d'Alsace et le Fossé Rhénan, formations qui décrivent des vallonnements sur marnes et schistes, souvent recouverts d'alluvions anciennes (Loess).



Extrait de la carte géologique de Belfort - BRGM

La commune de Phaffans, située au Nord-Est de l'agglomération de Belfort, repose en grande partie sur des Loess, d'origine éolienne, finement sableux, de teinte jaune paille ou brunâtre, contenant jusqu'à 40% de calcaire.

Les pentes sont localement occupées par des marnes micacées argileuses (g2 : marnes à Mélettes), gris bleu, renfermant par endroits des concrétions calcaires cloisonnées. Vers le haut apparaissent des lentilles de grès à fossiles établissant un passage progressif vers les marnes à Cyrènes. Les extractions de marnes, locales, pour la fabrication de tuiles ont permis la reconnaissance d'espèces végétales et animales anciennes. Ces formations se situent en partie Est du bourg.

La partie Ouest du bourg repose sur des Schistes à Amphisiles de 3 à 4m de puissance et communs à tout le fossé Rhénan.

On remarque également des zones d'alluvions anciennes d'une puissance de 10 à 15m à éléments Vosgiens (Fpv), formées de graviers et galets, souvent complètement décalcifiés et kaolinisés, souvent blanchis, entremêlés de limons argileux jaunes ou brunâtres.

Le lit des cours d'eau est tapissé d'alluvions actuelles (Fz) siliceuses d'apport Vosgien dans la vallée de la Savoureuse, notamment à l'amont de Belfort où les alluvions actuelles semblent recouvrir des dépôts plus anciens liés aux complexes fluvio-glaciaires issus des moraines de Giromagny.

Enfin, à l'Ouest du bourg s'étire, du Nord au Sud, une ligne de faille très marquée qui correspond au fossé d'effondrement Rhénan.

5. Les sols

Sources : Zonage d'assainissement – étude pédologique.

La carte de l'aptitude des sols à l'assainissement permet de caractériser trois types de sols correspondant aux unités 4, 6 et 9.

Ces types de sols sont décrits ci-après :

- Sols bruns loessiques à pseudogley :

Il s'agit de sols profonds de texture limoneuse en surface puis limono-argileuse vers 80 cm de profondeur. La structure est compacte à partir de 60 cm. On remarque des traces d'hydromorphie visibles surtout entre 40 et 100 cm (formation de nappes perchées en période humide).

- Sols de versants hydromorphes :

Il s'agit de sols profonds de texture limoneuse en surface puis limono-argileuse à partir de 30 cm et argilo-limoneuse vers 90 à 100 cm de profondeur. La structure est assez compacte à partir de 30 cm. Des traces d'hydromorphie prononcée sont présentes à partir de 50 cm (circulations latérales d'eaux de ruissellement pouvant aboutir à la formation d'une nappe perchée).

- Sols bruns colluviaux argileux :

Il s'agit également de sols profonds de texture limono-argileuse en surface puis argilo-limoneuse à partir de 30 cm de profondeur et totalement argileuse vers 60 cm. La structure est compacte en profondeur. Quelques traces d'hydromorphie sont observées dès 30 cm de profondeur.

Dans l'ensemble, les eaux souterraines sont vulnérables à la pollution, du fait de sols de perméabilité médiocre et de la présence de nappes peu profondes sur une grande partie du territoire communal.

C. Les milieux naturels et leur intérêt – faune et flore inféodées

La commune de Phaffans correspond à une vaste zone défrichée, traversée par l'autoroute A36, entre les deux grands massifs forestiers de Roppe et Belfort. Cette plaine agricole est constellée de villages peu importants et souvent groupés.

Les ruisseaux l'Autruche et l'Ermite traversent la commune de Phaffans, à l'Ouest. Le ruisseau de la Madeleine s'écoule à l'Est en zone forestière. De part et d'autre du ruisseau de l'Ermite s'est développé le bourg, à l'origine agricole. La coupure de l'autoroute forme une limite nette à l'urbanisation qui est contenue à l'Ouest de l'infrastructure.

Le prolongement Est de la commune supporte un massif boisé qui vient presque butter l'autoroute. C'est le seul réservoir biologique d'importance qui figure sur la commune. Les cours d'eau sont en effet, pour deux d'entre eux, dégradés par des rejets polluants et des aménagements anciens incompatibles avec les exigences biologiques de ces écosystèmes.

Globalement, la commune de Phaffans abrite peu d'espaces naturels. La diversité biologique est faible et en rapport avec la rareté des espaces vraiment naturels.

1. Analyse des milieux

1.1. Les espaces agricoles et les prairies naturelles

Ces milieux représentent l'occupation du sol la plus importante. Très peu de parcelles échappent en effet à une exploitation pour la production d'herbe et surtout de céréales. Il s'ensuit une banalisation importante des milieux naturels.

L'agriculture épargne cependant de minces franges végétales en bordure des cours d'eau, proches du village.

Les quelques prairies naturelles, fauchées ou pâturées, accueillent des espèces végétales communes : pâturin, chiendent, trèfle rampant, pissenlit, renoncule, cardamine, carotte sauvage, plantain, sauge...

Quelques haies cloisonnent ces espaces aux abords du village ou en relation directe avec les ruisseaux. Les espèces qui les composent (souvent à l'origine inféodées aux lisières forestières) varient en fonction de l'humidité du sol ; elles regroupent généralement le chêne pédonculé, le peuplier, le saule marsault avec en sous étage le cornouiller sanguin, le noisetier, le troène et le sureau. Le sol est par endroits tapissé de lierre et d'anémones.

La faune inféodée aux espaces agricoles est également commune, et très adaptable à l'évolution des milieux. Les oiseaux les plus communs sont les suivants : corvidés, colombidés, buse, faucon crécerelle, fringilles, alouette des champs, traquet et bruants.

1.2. Les parcs, jardins et vergers :

Ces formations qui peuvent se comparer à des cultures sont peu nombreuses sur la commune. Les vergers sont pour la plupart implantés aux abords des habitations et bâtiments agricoles. Beaucoup d'entre eux ne sont plus entretenus, ce qui représente une perte sur le plan du patrimoine rural.

Quelques bosquets et parcs subsistent dans le bourg. Ces milieux regroupent une petite faune commune : oiseaux, reptiles et batraciens, mammifères (écureuil, hérisson ... petits rongeurs et mustélidés). Nous n'y avons pas relevé la présence d'espèces floristiques rares.

1.3. La végétation de rives des cours d'eau :

Cette végétation se développe sur les rives des ruisseaux en un cordon plus ou moins continu et large. La base est formée par les saules de différentes espèces mêlés à l'aulne et au frêne, selon les endroits. Cette végétation supérieure s'accompagne de lianes et espèces herbacées diverses : houblon, morelle, fusain d'Europe, sureau noir, viorne aubier...

La faune attachée à ces milieux est assez diversifiée et fréquente les petites forêts linéaires plus ou moins denses qui parcourent les rives : amphibiens, petits rongeurs, petits mammifères insectivores, mollusques, insectes divers. L'avifaune est également présente avec les petits passereaux communs et localement, le martin pêcheur, la poule d'eau et occasionnellement le canard colvert et le héron cendré.

1.4. La forêt :

La forêt repoussée par les cultures et l'autoroute s'accroche au vaste massif forestier de la Forêt domaniale de Belfort qu'elle rejoint par un prolongement Est. Le massif présente des faciès différents en fonction de l'hydromorphie des sols.

Dans les zones les plus humides poussent l'aulne et le frêne. Sur sols plus sains croissent le chêne pédonculé, le hêtre et le charme. Le cerisier à grappes (*Prunus padus*) a également été recensé en forêt humide : cet arbuste de 5 à 15m de hauteur qui affectionne les sols siliceux, est un bon indicateur mésohygrophile assez commun dans l'Est de la France.

Une partie de la forêt est également reconvertie en plantations de résineux sur une surface assez importante, ce qui est préjudiciable à la valeur biologique du massif. Les effets néfastes des enrésinements monospécifiques sur les sols en particulier sont aujourd'hui bien connus.

Différentes espèces d'oiseaux habitent les boisements : pics, turdidés, rapaces diurnes et nocturnes, petits passereaux chanteurs et insectivores... Les zones sur terrain humide, avec une grande diversité d'arbres et des variations dans l'âge des essences sont les plus riches sur un plan biologique.

La forêt est également un lieu de reproduction, en particulier dans ses parties les plus humides pour les amphibiens et reptiles, les micro-mammifères et petits carnivores sauvages.

La forêt de Phaffans est globalement un écosystème riche en faune. Cependant, la coupure de l'autoroute est préjudiciable à ses déplacements. La position de la forêt de Phaffans induit obligatoirement des déplacements d'animaux entre les deux grands massifs du Nord et du Sud qui bordent de leurs lisières la vaste zone agricole défrichée. L'autoroute agit ainsi comme une barrière difficilement franchissable pour la faune terrestre ; chevreuils et sangliers paient notamment un lourd tribut à l'automobile.

1.5. La faune des cours d'eau :

Malgré un état biologique souvent dégradé, les ruisseaux de Phaffans accueillent une faune aquatique "adaptée" au milieu. Les espèces d'origine ont souvent disparu pour laisser la place à des espèces communes sans grande valeur biologique : épine, loche...

Le colmatage des fonds est encore important aujourd'hui et ne permet pas l'installation d'invertébrés aquatiques nécessaires à la faune piscicole.

2. Les Z.N.I.E.F.F. (Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Floristique et Faunistique)

Il existe en particulier sur la commune une ZNIEFF de type I : Vallée de la Madeleine dont une faible partie concerne Phaffans. Elle se situe en dehors de toute zone urbanisée ou à urbaniser.

3. Les zones humides

La DIREN a recensé plusieurs zones humides sur la commune dont les plus importantes portent sur les lits majeurs de cours d'eau. Les limites de la zone au Nord du bourg ne correspondent toutefois plus à ce classement au vu de la végétation actuelle. Une expertise écologique supplémentaire du milieu, approuvée par la DIREN, a été conduite par la commune fin 2006.

4. Hiérarchisation écologique de la commune

La valeur écologique des milieux considérés est basée sur les **quatre** grands critères suivants :

- . présence d'espèces ou d'associations rares
- . diversité spécifique et écologique
- . degré d'artificialisation
- . importance dans l'équilibre écologique de la commune.

La hiérarchisation de l'espace, opérée au niveau de la commune, a pour but, notamment, de :

- Permettre une gestion raisonnée des ressources naturelles
- Assurer une certaine qualité de vie aux habitants de la commune
- Réduire la consommation d'espace
- Préserver au maximum la végétation naturelle et les espèces
- Maintenir les grands équilibres biologiques
- Maintenir la diversité biologique de la commune
- Permettre un développement cohérent de la commune
- Mettre le document d'urbanisme en conformité avec la législation française et européenne
- Guider les choix d'aménagement dans le sens d'un développement durable.

Une carte (ci-après) est alors établie selon des niveaux de valeur allant de 1 à 3 :

<u>intérêt écologique</u>	très important
" "	important
" "	faible.

L'intérêt écologique très important ne se rattache à aucun milieu de PHAFFANS.

L'intérêt écologique important se rattache aux cours d'eau et à leurs ripisylves, bien que la qualité biologique de l'eau soit dégradée. Ces milieux fragiles doivent être restaurés et entretenus avec des méthodes douces. Il importe également d'en détourner tous les rejets polluants, y compris agricoles. Les zones humides en correspondance avec les ruisseaux présentent également un intérêt important sur le plan de la flore et de la végétation.

Les massifs forestiers s'apparentant à la chênaie charmaie hêtraie neutrophile sont également considérés par ce classement. La gestion de ces massifs doit privilégier la régénération naturelle des peuplements et prohiber les enrésinements.

Ce classement prend enfin en compte les jardins, vergers et parcs qui abritent une faune et une flore communes mais qui participent néanmoins à la diversité biologique de PHAFFANS. A ce titre, la conservation des vergers et des parcs est un enjeu d'environnement important.

L'intérêt écologique faible considère le reste de la commune, et en particulier les terres agricoles dont l'occupation par les herbages et les cultures, sur de grandes surfaces, est à l'origine de milieux plus banals, à mesure que l'on se rapproche des espaces construits. Ces milieux ne sont toutefois pas dénués d'intérêt dans les vallées les plus humides.

D. Analyse des composantes du paysage et évolution

L'étude du paysage est calquée sur le relief et l'occupation du sol. Elle permet généralement de diviser la commune en différentes unités homogènes et d'en préciser la valeur et la sensibilité. Un paysage s'analyse également par le recensement des principaux points de vue et des éléments plus originaux qui constituent des repères esthétiques ou non. L'étude paysagère permet enfin de faire un constat de l'aspect d'un territoire, à un moment donné, et de définir les enjeux et les objectifs pour l'avenir.

Modelé par le travail de l'homme depuis des siècles, le paysage est plus ou moins largement le résultat de cette action, au moins pour les espaces occupés par les villes, l'exploitation des ressources et les équipements linéaires ou ponctuels. Mais les paysages naturels gardent une grande importance, et d'une manière générale les lieux où l'homme n'a pas laissé son empreinte.

La présente étude est basée sur un inventaire très détaillé des paysages naturels et bâtis de la commune, avec couverture photographique, dont de nombreux clichés sont présentés pages suivantes. Tous les éléments remarquables ont été systématiquement photographiés et repérés sur plan.

1. La démarche paysagère

L'analyse du paysage passe traditionnellement par une division du territoire en unités plus ou moins homogènes. La commune de PHAFFANS se prête toutefois assez mal à cette démarche du fait de paysages naturels très homogènes, si l'on fait abstraction des sites construits qui ont tous des caractéristiques propres (bourg et extension Ouest). Le découpage en unités paysagères est par conséquent calqué, en grande partie, sur la topographie qui place les cours d'eau et les vallées, accueille la végétation, décide souvent des projets quand il s'agit de bâtir, de cultiver ou de tracer des routes. On s'aperçoit ainsi que le paysage est l'aboutissement d'actions différentes qui tendent à converger vers un même état.

Les unités paysagères

La commune de Phaffans présente des paysages différents, selon que l'on considère la partie Nord-Ouest et la partie Sud-Est séparées par le tracé de l'autoroute A36. Ces deux grandes unités peuvent se diviser en sous unités qui sont les suivantes :

En partie Nord-Ouest :

Le bourg ancien

Le quartier de Haguenau, route de Denney

Les espaces agricoles

En partie Sud-Est :

Le franchissement de l'A36

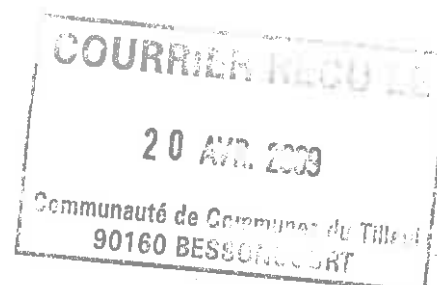
La zone agricole du Bourbet et du Blainot

Les massifs forestiers.

2. Analyse des unités paysagères :

2.1. En partie Nord-Ouest

LE BOURG ANCIEN



Le cœur du village paraît niché dans un creux quand on arrive depuis la route nationale. Il est en fait implanté sur la pente Ouest de la vallée de l'Ermite. Le tissu ancien du bourg, groupé autour du clocher, était à l'origine constitué de grosses fermes trapues aux façades dissymétriques et abritées par de larges auvents. Ces auvents forment quelquefois une avancée en angle.

Les toitures des bâtiments sont souvent de volumes imposants à deux pans avec coyaux et demi-croupes. Le toit débordant en galerie est soutenu par des jambes de force en bois. Les lucarnes en pignon sont rares. L'habitation, souvent construite sur un léger promontoire, est toujours séparée des bâtiments d'hébergement aménagés dans le même volume et peut comporter un étage. Des marches en pierre permettent l'accès aux pièces habitées.

Quelques fermes restent en activités dans le village et certains bâtiments sont d'un aspect dégradé. Rue de Menoncourt où l'on observe la plupart des bâtiments agricoles, les constructions sont implantées perpendiculairement à la voie.

Des puits et des pompes existaient à côté des fermes ; il en subsiste un certain nombre. Certains de ces puits ou citernes étaient constitués de belles cuves en grès. Il en existe en particulier une à proximité du cimetière. Ces éléments méritent d'être protégés.

Les vergers et jardins accompagnent souvent les anciennes habitations. Le village situé sur une pente vallonnée est entrecoupé de carrefours et de ruelles sinueuses ; il se développe de façon concentrique en étoile, sans limites bien marquées avec les espaces agricoles, pour former un nouveau tissu urbain notamment à l'Ouest sur Hagueneau.

Le clocher, entouré par le cimetière, est une belle construction solide et trapue, en grès rose, bien restaurée et couverte d'ardoise. Le lieu est solennel et verdoyant, empreint d'une belle ambiance de village de campagne, sans aucun signe ostentatoire. Quelques pas plus au Nord s'organise la place de l'école et de la mairie de façon harmonieuse.

Ailleurs, quelques espaces publics sont sobrement aménagés en places calmes, ombragées, avec bancs.

Des pavillons sont venus s'implanter dans le tissu ancien, sans souci d'intégration. Les abords sont souvent peu mis en valeur. L'architecture ne fait appel à aucune

référence locale. Une grande hétérogénéité existe en matière de clôtures, de haies et de couleurs de façades. On remarque également des toits rehaussés pour l'aménagement de combles. Les murs bahuts sont agrémentés de claires voies blanches de type lotissement.

Le bourg garde malgré tout une certaine unité urbaine, localement altérée par des implantations de pavillons. Dans son ensemble, le village ancien présente une image forte de bourg rural en rupture avec la ville proche. L'élément végétal joue un rôle important à cet égard ; de nombreux arbres s'intercalent en effet entre les habitations ainsi que des prés, vergers et bosquets.

LE QUARTIER DE HAGUENEAU, ROUTE DE DENNEY

Deux rangées d'immeubles construits en 1973 rompent résolument avec l'habitat d'origine. Cette zone d'habitat forme un quartier bien à part. Les immeubles en lignes sont couverts de toits à la mansard avec mansardes à grandes ouvertures. Le tout est d'aspect résolument urbain. En dehors de ce quartier, l'habitat récent est généralement banal et très hétérogène avec parfois des constructions de type chalet.

LES ESPACES AGRICOLES

Le paysage est très vallonné, entrecoupé d'une mosaïque de cultures, prés, haies et bosquets. Les milieux naturels sont peu diversifiés, si ce n'est dans l'environnement immédiat des ruisseaux. Des aulnes et des frênes poussent en bordure des cours d'eau très discrets dans le paysage. On remarque quelques arbres monumentaux rescapés dans les zones de culture.

2.2. En partie Sud-Est :

LE FRANCHISSEMENT DE L'A36

L'autoroute passe en fort déblai dans la forêt. Trois passages supérieurs permettent le franchissement de l'autoroute par deux voies communales et la RD53. Les ponts permettent de découvrir le ruban linéaire de l'autoroute. Une aire de repos aménagée figure à l'Est proche du village de Lacollonge.

LA ZONE AGRICOLE DU BOURBET ET DU BLAINOT :

Passé l'autoroute, les paysages qui s'ouvrent à la vue descendent en pente douce en direction du ruisseau de l'Autruche. Ces paysages banals, très ouverts, sans point d'appel particulier, et doucement vallonnés, sont totalement exploités par l'agriculture. Les arbres y sont quasi absents, seules les lisières forestières du Sud-Est arrêtent le regard.



LES MASSIFS FORESTIERS

Une vaste forêt à dominante de feuillus s'étire à l'Est. Elle est agréable à parcourir par les sentiers qui la pénètrent et les ambiances de lumières qui filtrent à travers les feuillages. L'impression d'isolement domine. La quiétude des lieux est cependant perturbée par le trafic de l'autoroute.

3. La sensibilité du paysage et les points de vue :

L'environnement du village de Phaffans est sensible sur tout le pourtour. Le clocher émerge avec élégance au dessus d'un rideau d'arbres et les habitations anciennes sont toutes noyées dans la végétation. La perception du village est maximum en arrivant par Eguenigue via la RD 25. Il faut seulement regretter l'implantation en avant plan de pavillons aux façades blanches. Cette harmonie du paysage peut être remise en cause par l'implantation de pavillons sur le pourtour. Il conviendra dans ce cas d'imposer la plantation de vergers entre les constructions pour en diminuer l'impact.

Le large panorama qui s'ouvre sur le massif des Vosges, depuis le lieu-dit Haguenau, est enfin le point de vue le plus remarquable.

4. Les éléments originaux et de patrimoine :

Le village comporte un certain nombre d'éléments de petit patrimoine et autres qu'il convient de signaler et qui font l'originalité du village de Phaffans. Nous avons remarqué notamment :

- la morphologie urbaine du bourg dans l'environnement de l'église et du cimetière ; l'ambiance de village rurale encore préservée ;
- l'église et son clocher déjà décrits plus haut ;
- la cadre agréable de l'école et de la mairie, en tant que lieu de rencontre des habitants, en communication directe avec l'église et son environnement ;
- les ambiances particulières (imbrication du bâti dans des milieux et des éclairages variés) aux abords du ruisseau de l'Ermite ;
- le caractère naturel à préserver de la pente Ouest du ruisseau de l'Ermite, en aval des dernières constructions ;
- les puits avec cuve en grès rose et pompes en fonte de belle facture ;
- les escaliers en pierre massive en entrées d'habitations ;
- les façades d'anciennes fermes et habitations avec voûtes de granges ;
- les vergers aux abords des habitations ;

COURRIER REÇU

20 AVR. 2008

Communauté de Communes

Phaffans - 54200

- l'ambiance attachante de certaines rues due aux alignements d'habitations anciennes...

5. Les éléments en disharmonie :

Le paysage présente différents éléments en disharmonie. Les constructions récentes de pavillons d'architecture banale et sans rapport aucun avec l'habitat traditionnel sont à l'origine d'une désorganisation du paysage construit. On remarque aussi, çà et là, des restaurations d'habitations qui portent atteinte à l'architecture d'origine (toits percés de mansardes disgracieuses, ouverture en pignon, façades blanches...). L'aspect des clôtures est généralement très dommageable pour l'image des rues qui perdent leur aspect d'origine.

Nous mentionnerons aussi :

- les arrêts de bus en béton
- les aménagement de clôtures modernes à côté de puits ancien de belle qualité.
- les abords de certains bâtiments agricoles dégradants sur le plan du paysage.

Enfin, le tracé de l'autoroute A36 qui traverse la commune, avec une parfaite indifférence, destruit très fortement le paysage ; cette coupure physique ne peut être compensée d'aucune manière.

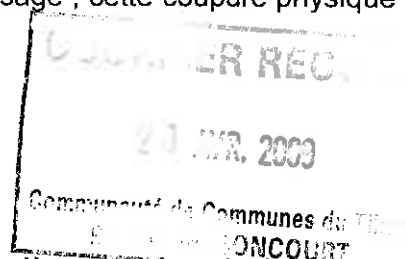
6. L'évolution prévisible des paysages :

Bien que le village ait peu évolué ces dernières années, le ~~bourg~~ d'origine a cependant connu une certaine mutation, ne serait ce que par la disparition d'exploitations agricoles implantées dans le bâti. Certains de ces bâtiments sont aujourd'hui à l'état de ruines. Peu à peu, la population citadine remplace les habitants vivant des ressources du sol.

La quartier de Haguenau correspond à une greffe urbaine, heureusement isolée du bourg par le ruisseau de l'Ermite. L'impact sur le paysage est important ; ce quartier constitue un deuxième bourg qui vit sur lui-même.

Les quelques implantations de nouveaux pavillons qui pourront se faire dans le cadre de la Carte communale supprimeront une partie des vergers, jardins et prés qui s'intercalent dans le bâti. Ce sera peu à peu une certaine perte d'identité pour le village. A terme, les paysages du bourg ancien et des implantations pavillonnaires offriront une image très différente.

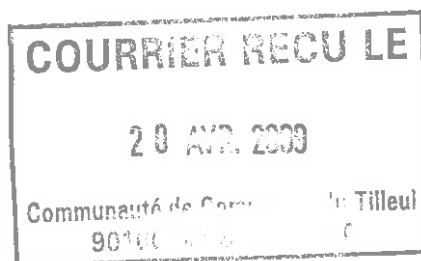
Malgré tous les efforts architecturaux qui pourront être faits, la rupture entre habitat ancien et habitat moderne ne sera jamais compensée. La seule manière d'atténuer l'impact est l'aménagement de coupures vertes et en l'occurrence la plantation d'arbres fruitiers.



Les constructions trop proches de la rive de l'Ermite sont également à proscrire pour garder le paysage d'une ripisylve naturelle.

Conclusion :

La commune de Phaffans dispose de paysages attachants, peu à peu modifiés par le recul des activités agricoles et l'implantation ponctuelle de pavillons modernes et d'une population citadine. L'agriculture moderne s'imprime fortement sur les espaces ouverts et défrichés ; l'image est celle de vastes parcelles de culture sans arbres. Compte tenu de sa qualité paysagère, le versant Ouest du ruisseau de l'Ermite devrait être protégé de toute urbanisation.



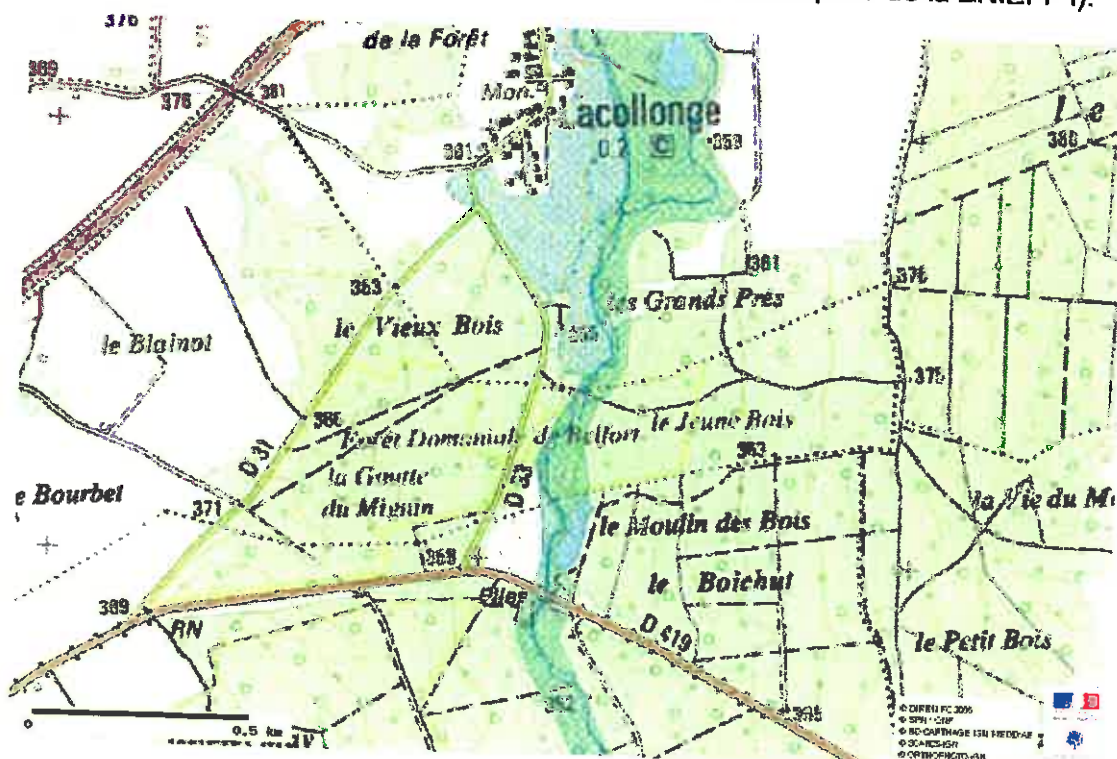
Il s'agit d'un bilan des protections réglementaires du patrimoine historique, naturel ou paysager de la commune, et des ressources naturelles. Ces classements et protections constituent des contraintes importantes qui doivent impérativement être prises en compte dans un souci de protection de l'environnement naturel et humain, et du développement durable de la commune.

L'inventaire des Z.N.I.E.F.F., réalisé par le Ministère de l'Environnement, répertorie les milieux naturels les plus riches et les plus intéressants. Deux types de Z.N.I.E.F.F. sont définis :

- de type I : elles concernent des espaces de faible étendue qui sont caractérisés par la présence d'espèces, d'associations d'espèces ou de milieux rares, remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel national ou régional.
- de type II : il s'agit de grands ensembles naturels riches et peu modifiés ou qui offrent des potentialités biologiques importantes.

Les Z.N.I.E.F.F. n'ont pas de valeur réglementaire en tant que telles, mais doivent cependant être prises en compte par les documents d'urbanisme.

La commune est concernée par la ZNIEFF de type II "Vallée de la Bourbeuse et de ses affluents, Madeleine et Saint-Nicolas, et par la ZNIEFF de type I "Vallée de la Madeleine au Sud de Lacollonge". Sur Phaffans, le périmètre de ces deux zones se superpose exactement (voir carte ci-dessous, et fiche descriptive de la ZNIEFF I).





Zones Naturelles
d'Intérêt Écologique
Faunistique et Floristique

VALLEE DE LA MADELEINE AU SUD DE LA COLLONGE

ZNIEFF n : 01490002

Fiche éditée le : 01 décembre 2004

cliché :

Types de milieu :

Prairie humide, forêt alluviale,
forêt marécageuse, broussaille,
étang

Critères d'intérêt :

Flora, insecte, poisson

Protections existantes :

Habitats remarquables :

Aulnaie-frênale riveraine
Prairie humide eutrophe
Forêt marécageuse à aulne et saule
Prairie humide mésotrophe

DESCRIPTION

La région naturelle du Sundgau se caractérise par un relief mollement vallonné et par un sous-sol composé d'alluvions recouvertes par des limons. La combinaison de ces deux facteurs a permis la création de très nombreux étangs situés en chaîne au sein de massifs forestiers, formant un paysage tout à fait singulier pour le Territoire de Belfort. En bordure occidentale de ce vaste complexe humide, la vallée de la Madeleine au sud de Lacollonge encadre un cours d'eau issu du massif vosgien. Sur cette portion, cette rivière s'apparente à un cours d'eau de plaine, au lit méandrique et à l'écoulement lent.

Cette partie de la vallée alluviale de la Madeleine constitue une belle entité naturelle qui prend deux formes : la rivière s'écoule d'abord dans un contexte forestier, puis, quelques kilomètres avant sa confluence avec l'Autruche, elle traverse un paysage prairial d'une grande qualité. Différents types de prairies s'y côtoient et les facteurs de différenciation reposent sur la fréquence d'inondabilité de ces milieux et sur le mode d'exploitation exercé. De part et d'autre de la Madeleine, on rencontre des prairies longuement inondables de bas-fonds, des prairies méso-hygrophiles, des prairies mésophiles mésotrophes et des prairies eutrophes. Enfin, des aulnaies-frênâles et des saulaies occupent les berges ; en bordure se développent des formations de hautes herbes exubérantes appelées mégaphorbiaies. La vallée de la Madeleine au sud de Lacollonge présente un intérêt botanique certain lié à ses prairies inondables peu artificialisées où se rencontre l'oenanthe à feuilles de peucedan, protégée au plan régional.

En ce qui concerne la faune, un vertébré primitif au corps serpentiniforme est particulièrement abondant dans la partie forestière du cours d'eau : la lamproie de Planer. Protégée en France et reconnue comme d'intérêt communautaire, cette espèce apprécie les petites rivières à cours lent avec des zones sableuses. Par ailleurs, la Madeleine abrite en aval de Petit-Croix une population de bouvière, un poisson très menacé en Europe. Pour les invertébrés, la vallée de la Madeleine offre des conditions d'accueil favorables à un papillon de jour protégé en France, le culvris des marais. L'état de conservation de ses populations est encore bon au niveau départemental en raison de la bonne représentation en habitats favorables. Les menaces pesant sur cette espèce reposent essentiellement sur l'intensification des pratiques culturales et sur la destruction des zones humides.

STATUT DE PROTECTION

Aucune protection réglementaire de l'espace n'a été mise en place. En revanche, d'une plante, d'un insecte et de deux poissons cités dans les arrêtés ministériels du 20.01.82 et du 22.07.93 et du 8.12.88 assurent indirectement la protection des zones humides et du cours d'eau puisque est interdit tout acte de destruction à l'encontre de ces espèces et de leur biotope.

OBJECTIFS DE PRÉSERVATION

Les analyses menées sur la Madeleine en aval de Lacollonge jusqu'à Petit-Croix témoignent d'une qualité d'eau moyenne et de l'apparition d'une faune plus polluo-sensible qu'auparavant. Elle se détériore sensiblement en aval de Petit-Croix, après réception des apports de ses deux principaux affluents, l'Autruche et le ruisseau de Clévalière. Les mesures de conservation de l'ensemble du secteur reposent sur :

- la préservation de la dynamique du cours d'eau et de la qualité des habitats naturels en évitant toute modification de milieux terrestres (assainissement, drainage des sols, creusement d'étangs) et aquatiques (travaux sur la rivière) ;
- le maintien de la qualité des eaux en recherchant une amélioration de la qualité du cours supérieur, en particulier à l'aval des rejets de la station d'épuration d'Etueffont-Arjoutey qui induisent un appauvrissement biologique notable ;
- dans la plaine alluviale, la conduite de pratiques agricoles respectueuses de la qualité des milieux naturels (maintien de la plaine inondable, diminution d'intrants, retard de fauche).



Direction Régionale de l'Environnement
FRANCHE-COMTÉ

DIREN de Franche-Comté - 5, rue du Général Sarrail - BP 137 - 25014 Besançon CEDEX - Tél. 03.81.61.53.33 - diren@franche-comte.ecologie.gouv.fr

ZONES HUMIDES

La commune de Phaffans héberge en outre des zones humides recensées par la DIREN (voir cartographie ci-dessous). Elles concernent notamment la vallée de l'Ermite et un secteur de quelques hectares au Nord du Bourg.



1.2. Les zones Natura 2000 (Z.S.C. et Z.P.S.)

Natura 2000 est un ensemble de sites naturels, à travers toute l'Europe, identifiés pour la rareté ou la fragilité des espèces sauvages, animales ou végétales et de leurs habitats.

Natura 2000 rompt avec la tradition française de protection stricte et figée des espaces et des espèces. L'approche proposée privilégie la recherche, en général collective, d'une gestion équilibrée et durable qui tient compte des préoccupations économiques et sociales. C'est reconnaître que l'état de la nature est indissociable de l'évolution des activités économiques et plus largement, de l'organisation de la société.

Le réseau Natura 2000 est composé de sites désignés spécialement par chacun des Etats membres en application des directives européennes "Oiseaux" de 1979 et "Habitats" de 1992.

La constitution du réseau Natura 2000 représente un véritable enjeu de développement durable pour des territoires ruraux remarquables. A l'échelle européenne et mondiale, ce réseau contribue notamment au devoir de préservation de la planète, rappelé avec force par le Président de la République française au cours du Sommet de Johannesburg.

Le territoire communal de Phaffans est partiellement recoupé par deux types de zones du réseau Natura 2000 (Z.S.C. et Z.P.S.), qui viennent se superposer de part et d'autre du Ruisseau de la Madeleine, dans les massifs forestiers de l'Est de la commune. Ces zones ne constituent pas une contrainte par rapport au projet de carte communale, compte-tenu de leur localisation très excentrée.

ZSC

Zone Spéciale de Conservation

Définition :

Ces zones font partie du réseau Natura 2000, réseau des espaces communautaires de protection des habitats et des espèces prioritaires.

Les zones spéciales de conservation (ZSC) sont des sites maritimes et terrestres qui comprennent des habitats naturels ou des habitats d'espèces de faune et de flore sauvages dont la liste est fixée par arrêté du ministre en charge de l'environnement et dont la rareté, la vulnérabilité ou la spécificité justifient la désignation de telles zones et par là même une attention particulière.

Elles concernent :

- les habitats naturels d'intérêt communautaire, qu'ils soient en danger de disparition dans leur aire de répartition naturelle, qu'ils disposent d'une aire de répartition réduite par suite de leur régression ou en raison de leur aire intrinsèquement restreinte ou encore qu'ils constituent des exemples remarquables de caractéristiques propres à l'une ou à plusieurs des six régions biogéographiques (alpine, atlantique, continentale, macaronésienne, méditerranéenne et boréale) ; les types d'habitats concernés sont mentionnés à l'annexe 1.
 - les habitats abritant des espèces d'intérêt communautaire qu'elles soient en danger, vulnérables, rares ou endémiques ; les espèces concernées sont mentionnées à l'annexe II.
 - les éléments de paysage qui, de par leur structure linéaire et continue ou leur rôle de relais, sont essentiels à la migration, à la distribution géographique et à l'échange génétique d'espèces sauvages.
- Par ailleurs, la directive liste dans son annexe IV, les espèces dont les États doivent assurer la protection.

Les ZSC visent à :

- Conserver ou rétablir dans un état favorable à leur maintien à long terme les habitats naturels et les populations des espèces de faune et de flore sauvages qui ont justifié la désignation du site Natura 2000.
- Eviter la détérioration des habitats naturels et les perturbations de nature à affecter de façon significative les espèces

de faune et de flore sauvages qui ont justifié la désignation du site Natura 2000.

Saisi d'un projet de désignation d'une zone spéciale de conservation, le ministre chargé de l'environnement décide de proposer la zone pour la constitution du réseau communautaire Natura 2000. Cette proposition est notifiée à la Commission européenne (PSIC). Lorsque la zone proposée est inscrite par la Commission européenne sur la liste des sites d'importance communautaire (SIC), le ministre de l'environnement prend un arrêté la désignant comme site Natura 2000 (ZSC).

(définition issue de : ATEN, fiches juridiques 2005)

Zone de Protection Spéciale ZPS

Définition :

Ces zones font partie du réseau Natura 2000, réseau des espaces communautaires de protection des habitats et des espèces prioritaires.

Les zones de protection spéciale (ZPS) sont des sites maritimes et terrestres particulièrement appropriés à la survie et à la reproduction d'espèces d'oiseaux sauvages figurant sur une liste arrêtée par le ministre chargé de l'environnement ou qui servent d'aires de reproduction, de mue, d'hivernage ou de zones de relais à des espèces d'oiseaux migrateurs.

Elles concernent :

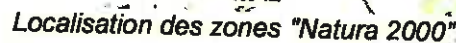
- soit les habitats des espèces inscrites à l'annexe 1 de la directive qui comprend les espèces menacées de disparition, vulnérables à certaines modifications de leurs habitats ou les espèces considérées comme rares parce que leurs populations sont faibles ou que leur répartition locale est restreinte ou enfin celles qui nécessitent une attention particulière en raison de la spécificité de leur habitat.

• soit les milieux terrestres ou marins utilisés par les espèces migratrices non visées à l'annexe 1 dont la venue est régulière. Une importance particulière doit être accordée à la protection des zones humides, surtout celles d'importance internationale.

Les ZPS visent à :

- Conserver ou rétablir dans un état favorable à leur maintien à long terme les habitats naturels et les populations des

(définition issue de : ATEN, fiches juridiques 2005)



La DRAC de Franche-Comté a identifié plusieurs sites archéologiques sur la commune, dont la localisation ne constitue toutefois pas une contrainte notable vis-à-vis des possibilités de développement du village (voir carte des principales contraintes) :

- L'église de Phaffans fait l'objet d'une inscription à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques. Elle détermine ainsi un périmètre de 500 m de rayon, à l'intérieur duquel les occupations et utilisations du sol font l'objet d'un avis donné par M. l'Architecte des Bâtiments de France.

2. Les nuisances, pollutions, risques et autres contraintes réglementaires

2.1. Nuisances et contraintes relatives aux transports et déplacements

Parmi les nuisances et contraintes relatives aux transports et déplacements, on notera tout particulièrement celles liées à la traversée du territoire communal par l'autoroute A36, et notamment :

- Les risques induits par le transport de matières dangereuses, via l'A36 ;
- Les nuisances phoniques liées au passage de l'A36. Elles concernent une bande de 300 m de part et d'autre des voies ;
- La définition d'une bande non aedificandi de 100 m de part et d'autre de l'axe des chaussées de l'A36, hors des parties actuellement urbanisées de la commune, en application de l'article L.111-1-4 du Code de l'Urbanisme.

2.2. Risques technologiques

Le territoire de Phaffans est traversé par le pipe-line Sud-européen (PLSE – transport d'hydrocarbures liquides), ainsi que par la conduite de gaz Dessenheim - Andelnans, toutes deux faisant l'objet respectivement des servitudes d'utilité publique I1 et I3. Y-sont attachées un certain nombre de contraintes limitant l'occupation du sol à leurs abords.

Ces conduites circulent toutefois dans les parties non habitées de la commune (forêts et zones agricoles).

En raison des risques potentiels qu'elles présentent, les canalisations de transport de matières dangereuses donnent lieu par ailleurs à des études de sécurité; ces études définissent réglementairement des zones de dangers pour la vie humaine.

Les informations ci-après sont issues des études de dangers communiquées par la direction régionale de l'Industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE):

	<i>Zone de dangers très graves</i>	<i>Zone de dangers graves</i>	<i>Zone de dangers significatifs</i>
Canalisation de gaz Dessenheim -Meroux (DN 250)	50	75	100
Oléoduc SPSE	95	140	330

Conformément à la circulaire interministérielle du 4 août 2006, la connaissance de ces zones de dangers doit permettre de maîtriser les possibilités d'urbanisation aux abords des canalisations.

Les dispositions suivantes devront par conséquent être prises :

1. dans l'ensemble de la zone des dangers significatifs pour la vie humaine, il convient d'informer l'exploitant de la canalisation des projets le plus en amont

possible afin qu'il puisse gérer un éventuel changement de la catégorie d'emplacement de la canalisation;

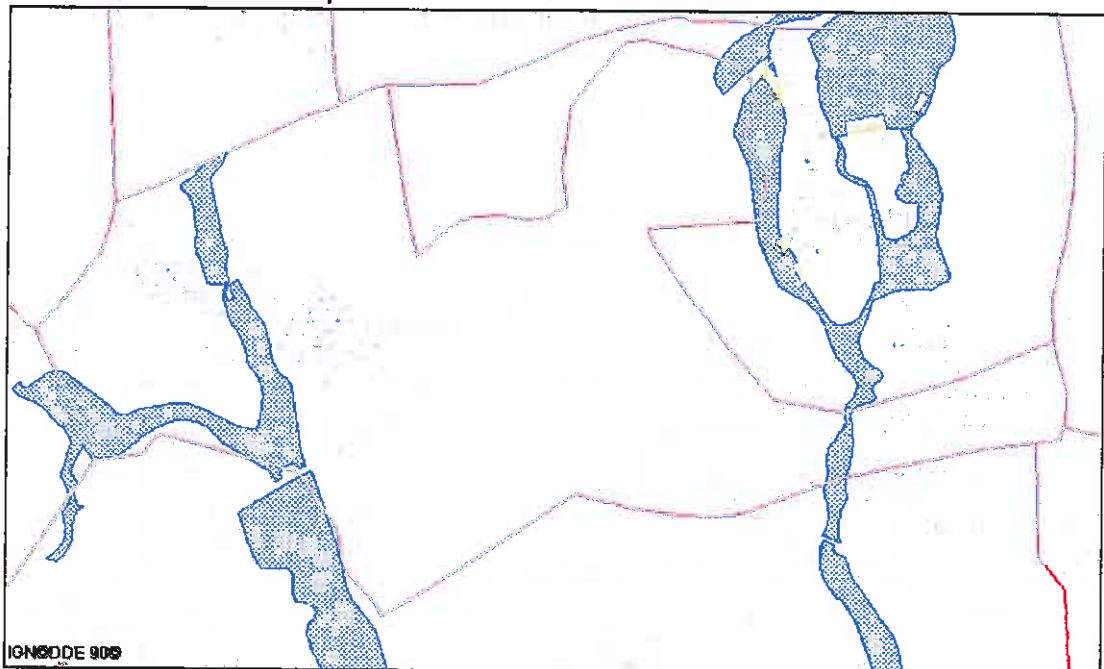
2. dans la zone des dangers graves, proscrire en outre la construction ou l'extension d'immeubles de grande hauteur et d'établissements recevant du public relevant de la 1ère à la 3ème catégorie ;
3. dans la zone des dangers très graves, proscrire en outre la construction ou l'extension d'immeubles de grande hauteur et d'établissements recevant du public susceptibles de recevoir plus de 100 personnes.

La carte communale intègre ce dispositif dans la mesure où l'ensemble des terrains concernés sont classés en secteur non constructible.

2.3. Risques naturels

La commune est soumise à la servitude PM1, liée au P.P.R.I. (Plan de Prévention des Risques d'Inondation) du bassin de la Bourbeuse, approuvé le 13/09/2002.

Sont concernées les emprises suivantes :



Le zonage de la carte communale a été établi en conformité avec les emprises inondables du P.P.R.I., de façon à éviter toute urbanisation dans les zones de risques, par ailleurs sensibles au regard des écosystèmes et des paysages.

2.4. Agriculture

Les 3 exploitations présentes à Phaffans pratiquent l'élevage. L'une d'entre elles constitue une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE soumise à déclaration). Les autres sont soumises au R.S.D. (Règlement sanitaire départemental). Les règles de recul imposées entre habitations et bâtiments d'élevage sont rappelées plus haut (voir analyse des activités agricoles).

3. Autres prescriptions supracommunales à prendre en compte

3.1. S.CO.T.

La commune fait partie du périmètre du S.CO.T. du territoire de Belfort, en cours d'élaboration.

3.2. Servitudes d'utilité publique

Outre les servitudes les plus importantes, mentionnées plus haut au titres des protections patrimoniales ou de la prévention des risques, on notera également sur Phaffans :

- A1 – Servitudes de protection des bois et forêts soumis au régime forestier (concernant les massifs boisés de l'Est de la commune).
- A4 – Servitudes relatives aux terrains riverains des cours d'eau (concernant l'Autruche, la Madeleine, et l'Ermite).
- EL7B – Servitudes d'alignement le long des routes départementales, concernant la RD25 en sortie Nord de Phaffans).
- I4B – Servitudes relatives au transport d'énergie électrique, concernant le réseau HTA inférieur à 50kV, et le réseau BT inférieur à 1000V, en partie est et Sud de la commune (voir carte des contraintes).
- PT3 – Servitudes relatives à l'établissement et l'exploitation des réseaux de télécommunication, en partie Est de la commune.
- T7 – Servitudes à l'extérieur des zones de dégagement des aérodromes concernant les installations particulières de grande hauteur, sur l'ensemble du territoire communal.

3.3. Dossier communal synthétique des risques majeurs

Fourni à la commune dans le cadre du porter à connaissance, il effectue une analyse exhaustive des risques potentiels auxquels est soumise Phaffans. En plus des risques cités ci-dessus, sont également mentionnés :

- Le risque sismique (l'ensemble du territoire de Belfort étant classé en catégorie S1.b de sismicité faible). Le dernier séisme significatif date de 1356, à Bâle, quant au dernier séisme notable, celui de Saint-Dié, en 2003, est à signaler. Il fut proche de la valeur maximale observable dans la région (5,4 sur l'échelle ouverte de Richter). Des normes parasismiques sont imposées aux nouvelles constructions.
- Le risque tempête. La région est située dans une zone plutôt calme à ce titre. Sont rappelés les événements de d'août 1970, août 1988, de décembre 1999 et de juillet 2001. Les vents les plus violents enregistrés à Belfort ont atteint 155 km/h en août 1988.
- Le risque inondation – voir plus haut.
- Le risque lié au transport de matières dangereuses (voir plus haut).

Le dossier communal synthétique effectue une présentation des risques encourus, et des mesures de prévention, d'information, et d'alerte de la population en cas de sinistre, vis-à-vis de ces risques.

Le D.C.S. des risques majeurs est consultable en mairie, de même que le Dossier Départemental des Risques Majeurs.

III. PRÉVISIONS DE DÉVELOPPEMENT

L'élaboration de la carte communale est basée sur une étude des besoins en matière de développement, sur le court et le long terme.

Ces besoins sont notamment estimés en fonction des principales tendances démographiques, et du nombre d'habitant qu'il est possible ou souhaitable d'accueillir sans remettre en cause l'équilibre de la commune. Le niveau d'importance de cet accueil est directement lié aux surfaces urbanisables qu'un document d'urbanisme doit prévoir, que ce soit en termes d'habitat ou d'activités

1. Incidences démographiques et besoins en logements et terrains urbanisables

1.1. Besoins en logements

La population a augmenté d'environ 1,7%/an au cours des 7 dernières années, soit une complète inversion de tendance par rapport à la période 1990-99, durant laquelle la commune avait perdu des habitants. Phaffans a ainsi retrouvé son niveau démographique de 1990.

Jusqu'à maintenant, les phénomènes de décohabitation se sont stabilisés, avec une moyenne de 2,6 habitants par logement. Toutefois, la population ayant globalement tendance à vieillir, il est probable qu'un léger desserrement des ménages se manifesterait au cours de la prochaine décennie (stabilisation escomptée aux environs de 2,4-2,5 personnes par logement).

Il découle des différentes tendances qu'une poursuite du développement démographique actuel amène la population à 420-430 habitants à l'issue de la prochaine décennie.

Ce chiffre correspond à 20 à 30 ménages soit 60-70 habitants supplémentaires (pour un nombre moyen de personnes par ménage de 2,5).

Les effets du desserrement des ménages peuvent être sensibles à l'échelle d'une commune, ainsi une baisse d'un dixième dans le nombre de personnes par logement fait augmenter le nombre de ménages de la commune (sur une base de 360 habitants, population estimée en 2007), de 5 à 6 unités. C'est globalement ce que la décohabitation est susceptible de "consommer" à Phaffans au cours de la décennie à venir.

Le "besoin" théorique imputable aux tendances démographiques actuelles peut par conséquent être estimé à 25 à 35 logements dans les 10 ans. Ce scénario "au fil de l'eau" doit cependant être nuancé en fonction du contexte foncier, des objectifs communaux de développement, et de l'environnement plus général de l'agglomération belfortaine.

Les besoins en logements sont intégrés aux objectifs de développement de la carte communale, et traduits en termes de zonage.

1.2. Répercussion des besoins en logements sur la demande en espaces urbanisables

Dans l'absolu, le parc de logements de Phaffans n'a que très peu augmenté en volume global, depuis le recensement de 1999 (+4 unités). Le nombre de résidences principales a toutefois pu augmenter de 9 unités entre 1999 et 2004 (soit +2 logements par an en moyenne). Ce développement a été rendu possible par la disparition des logements vacants et résidences secondaires de la commune, dont la quasi-totalité ont été transformés en résidences principales. Les zones prévues par le P.O.S. de 1995 pour l'urbanisation future se sont toutes révélées être soumises à une très forte rétention foncière, d'où une carence en terrains urbanisables, et une commune physiquement identique à ce qu'elle était en 1995, au moment de l'approbation du P.O.S.

Le parc de logements existants ne permet toutefois plus de poursuivre cette dynamique dans la mesure où il ne compte plus de logements vacants ni de résidences secondaires susceptibles d'alimenter la demande en résidences principales. Les possibilités de densification à l'intérieur des parties actuellement urbanisées de la commune sont par ailleurs négligeables, compte-tenu du contexte foncier.

L'évolution relativement rapide des dernières années impose à la commune de prévoir suffisamment de terrains pour répondre à la demande, tout en ciblant rationnellement les sites d'accueil, en fonction des réseaux, de la sensibilité des paysages et de l'environnement, ainsi que des diverses contraintes réglementaires qui s'imposent à la commune.

Il n'est en effet pas souhaitable, pour une gestion communale équilibrée, de laisser le développement se faire "au petit bonheur", tant quantitativement que qualitativement et spatialement.

La commune a tenu compte de ces tendances lors de l'élaboration de la carte communale, afin d'équilibrer son développement entre une nécessaire satisfaction des besoins en logements de la population, et le respect des principes de limitation de l'étalement urbain et de préservation des espaces naturels et agricoles édictés par l'article L.121-1 du Code de l'Urbanisme.

Les calculs ci-dessous présentent les différentes options de développement liant la démographie, les rythmes de construction constatés, et la rétention foncière⁸. Il s'agit d'ordres de grandeur théoriques permettant d'établir des comparaisons, et d'estimer des tendances générales à partir desquelles il est possible de mesurer l'incidence des choix politiques de la commune sur la consommation de terrains urbanisables, et en matière d'équilibre social et de développement durable.

Ainsi, selon les options retenues, les incidences sur la consommation d'espaces actuellement libres (zones agricoles ou naturelles) peuvent être sensiblement différentes, l'ouverture à l'urbanisation ne pouvant toutefois être envisagée que dans des conditions respectueuses d'un développement équilibré et durable de la commune.

Considérant ces différents éléments, la commune de Phaffans entend répondre de façon maîtrisée à la demande en logements, et a opté pour un développement compris entre 1,5% à 1,7% par an. Si l'on considère l'hypothèse maximale de 1,7%, Phaffans accueillerait, de façon théorique, environ 425

⁸ La rétention foncière mesure l'indisponibilité d'un terrain à partir du moment où ce dernier est classé en zone urbanisable. A titre d'exemple, un taux de rétention foncière de 50% (ou 0,5) signifie que sur 1 ha constructible, seuls 0,5 ha seront proposés à la vente par les propriétaires.

habitants, à l'issue de la prochaine décennie⁹. Ce scénario permet en effet de répondre aux besoins communaux, tout en générant une urbanisation régulière et contrôlée, qui reste compatible avec les possibilités d'accueil du village.

Rappel - données communales de base

Nombre moyen d'habitants par logement :

2,5-2,6

Surface moyenne par logement :

0,10 ha

Coefficient de rétention foncière :

0,50

Relation entre la progression démographique et la consommation de terrains urbanisables (habitat individuel)

Besoins à 10 ans						
Croissance	Habitants supplémentaires :	Personnes/ logement	Surface/ logement	Nombre logements	Superficies à dégager	Population à 10 ans
1,66%	64	2,5	10 ares	26	5,7 ha	423,5
0,50%	18	2,5	10 ares	7	1,6 ha	378
0,75%	28	2,5	10 ares	11	2,5 ha	387
1,00%	38	2,5	10 ares	15	3,3 ha	397
1,50%	58	2,5	10 ares	23	5,1 ha	417
2,00%	79	2,5	10 ares	31	7 ha	438

1.3. Consommation de terrains urbanisables

Sur la base des objectifs communaux de développement (1,5% à 1,7% de croissance démographique annuelle, soit environ 415-425 habitants à l'issue de la prochaine décennie) :

60 à 70 habitants supplémentaires pourront être accueillis, soit 20 à 30 logements à créer, consommant 5 à 6 ha de superficies urbanisables, auxquels il convient de rajouter les éventuels effets du desserrement des ménages, qui peuvent être estimés à 1 ha pour 5 à 6 logements, soit un total de 25 à 35 logements.

Il en résulte, si le contexte local ne change pas radicalement au cours de la décennie à venir, un besoin en superficies urbanisables de l'ordre de 5 ha (hypothèse basse avec faible décohabitation et croissance limitée à 1,5%/an), à 7 ha (hypothèse haute conjuguant décohabitation et une croissance de l'ordre de 1,7%/an).

La carte communale, telle qu'elle est établie, dégage une surface potentiellement urbanisable d'environ 6,2 ha. Elle présente par conséquent un zonage parfaitement cohérent avec les objectifs fixés ci-dessus.

⁹développement correspondant à 20-30 logements pour 60-70 habitants supplémentaires.

2. Accueil d'activités

L'accueil d'activités ne peut de nos jours être appréhendé que dans un cadre intercommunal élargi au secteur Est de l'agglomération belfortaine (S.CO.T. en cours d'élaboration), et à la communauté de communes du Tilleul, laquelle a instauré une taxe professionnelle unifiée. Compte-tenu des caractéristiques et des possibilités d'accueil de Phaffans, la commune n'a par conséquent pas jugé pertinent de développer d'espaces impartis spécifiquement aux activités. Le contexte local ne se prête en effet pas à ce type d'implantations.

3. Equipements

Les équipements existants sont à même d'absorber sans difficultés l'augmentation de population prévue, que ce soit au niveau scolaire (équipements récents et de capacités suffisantes), ou en matière de voirie et de réseaux, notamment d'assainissement (nouvelle station, entrée il y-a peu en service). La commune n'envisage par conséquent pas de projets spécifiques à court terme.

4. Mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie, et développement du potentiel touristique et de loisirs

Comme l'état initial de l'environnement l'a mis en évidence, Phaffans se caractérise par :

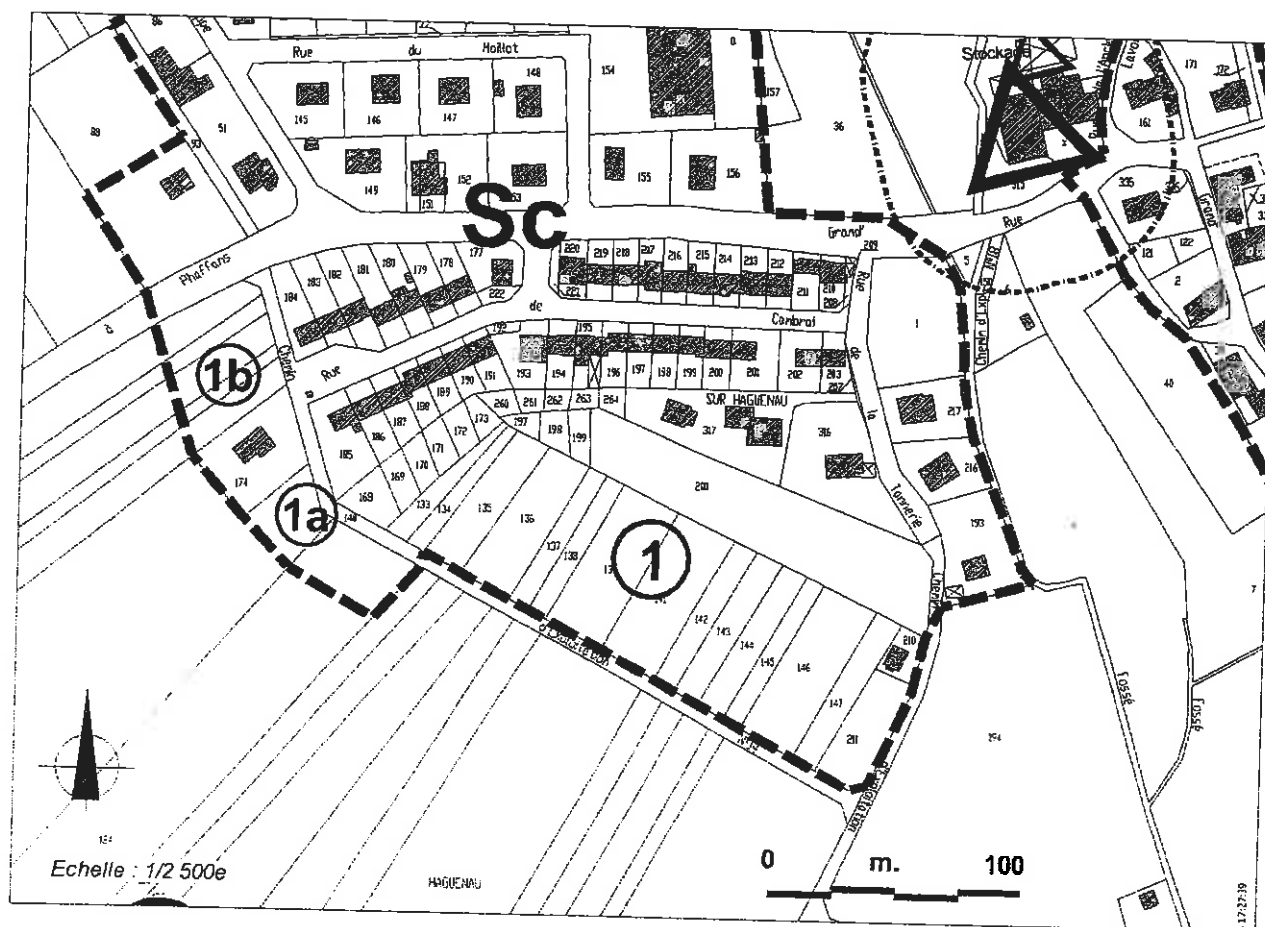
- une situation de faible éloignement par rapport à l'agglomération de Belfort,
- un développement démographique net depuis 1999-2000,
- l'impact de la coupure occasionnée par l'A36,
- un cadre encore très rural (paysages, occupation du sol, emprises agricoles), malgré le voisinage de Belfort,
- un environnement naturel de valeur à préserver (zones et vallées humides de l'Ermite, de l'Autruche et de la Madeleine, massifs forestiers),
- des paysages naturels et urbain, dans l'ensemble attractifs (architecture traditionnelle, espaces paysagers sensibles, grands points de vue...),
- un cadre de vie attractif, du fait notamment des éléments mentionnés ci-dessus (cadre rural et tranquille, malgré la proximité d'une grande agglomération...).

Cette analyse a permis de déterminer les enjeux et objectifs suivants :

- Répondre aux besoins exprimés en matière de logements.
- Concentrer l'urbanisation autour du village existant, en évitant un développement éclaté et une urbanisation linéaire, en fonction des contraintes existantes.
- Choisir un ou deux sites prioritaires de développement, sur des zones situées à l'intérieur, ou en continuité directe du village, afin d'éviter l'étalement urbain et de préserver l'image et les espaces naturels et agricoles de la commune.

- Ouvrir à l'urbanisation des secteurs pertinents au regard des différentes contraintes, et notamment des possibilités de desserte par les réseaux, en privilégiant les terrains qui peuvent être desservis par un assainissement collectif, et par des dessertes fonctionnelles et sécurisées.
- De façon générale, préserver le cadre rural de la commune.
- Protéger les terres agricoles de l'urbanisation.
- Protéger la pérennité et l'environnement des exploitations agricoles dans les choix d'urbanisme de la commune.
- Protéger les paysages sensibles de la commune, et les masses végétales intéressantes du village.
- Protéger le patrimoine traditionnel du vieux village, notamment aux abords de l'église.
- Protéger les zones naturelles sensibles (zones humides, Z.N.I.E.F.F.).
- Protéger l'aspect visuel des entrées dans le village.
- Protéger les habitants des risques naturels (P.P.R.I...) ou technologiques (transport de matières dangereuses), et des nuisances (sonores, agricoles...).

1. Sur Haguenau (1) :



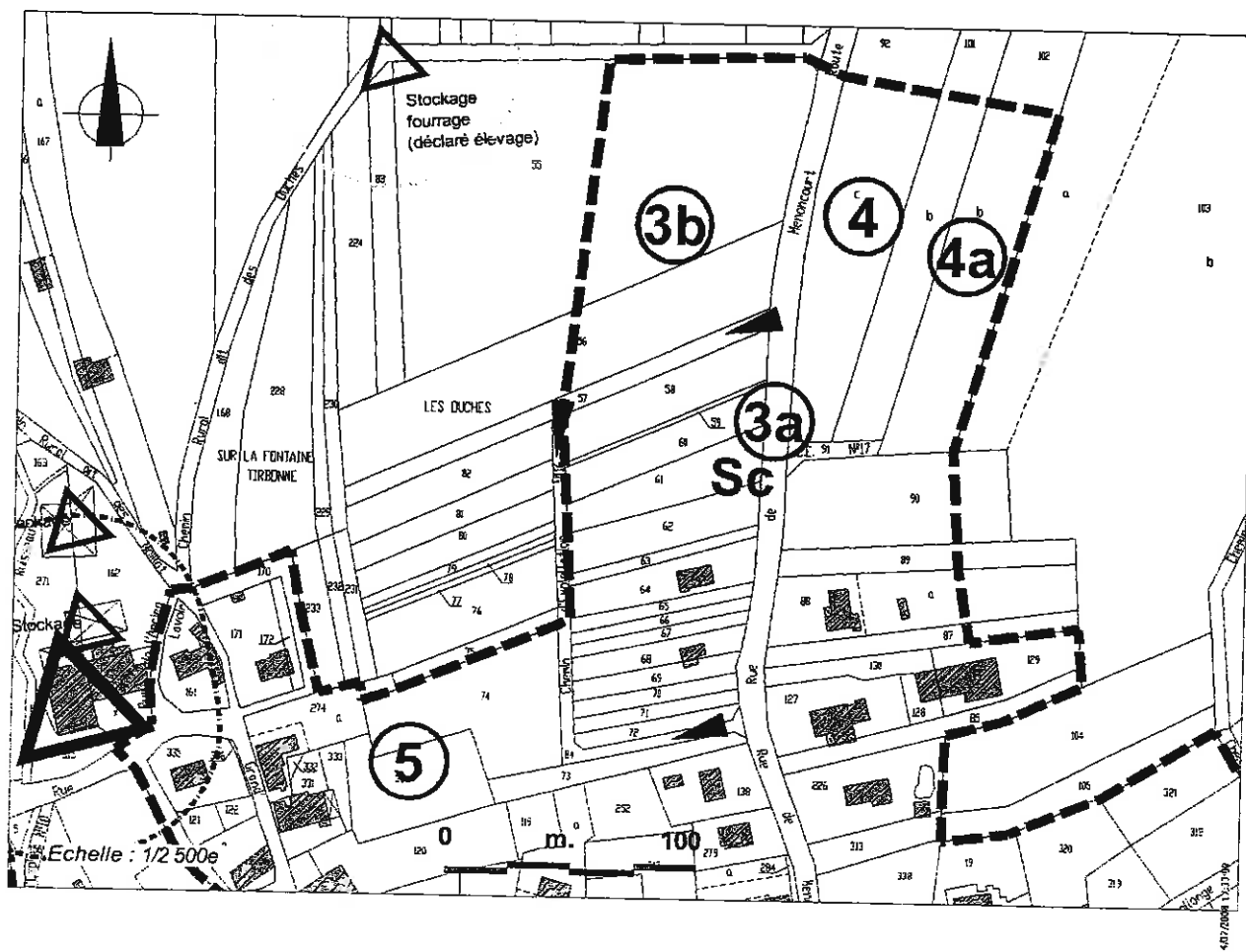
Une opération de lotissement est prévue depuis plusieurs années sur ce secteur ; la Carte communale en prend acte. Une première tranche pourrait prochainement voir le jour sur la partie Ouest (13 lots de 700-800 m²). L'accès se fera par la Rue de la Tannerie, à l'Est.

Il sera également possible à terme d'utiliser le chemin d'association foncière qui encadre la zone afin d'avoir un accès plus fonctionnel côté Ouest, depuis la voie communale de Denney à Phaffans.

Ce site accueille déjà des logements collectifs ; il est très attractif pour le développement d'un secteur d'habitat et permet de découvrir au Nord-Est la ligne bleue des Vosges.

Les petits secteurs 1a et 1b au Sud-Ouest sont desservis par les réseaux et sont inclus de ce fait en secteur constructible.

2. Les Ouches / La Fosse – Rue de Menoncourt (3-4-5)



Les Ouches :

Le secteur 5, classé constructible, est relativement enclavé, bien que situé très proche du bourg ; son urbanisation à court terme est peu probable. Les terrains sont actuellement occupés par des vergers qui constituent des masses vertes très harmonieuses sur le plan du paysage, depuis la rue de Menoncourt.

De part et d'autre de la rue de Menoncourt (3-4), au Nord du bourg :

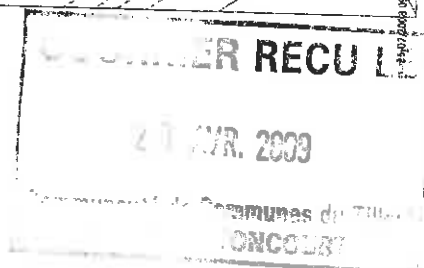
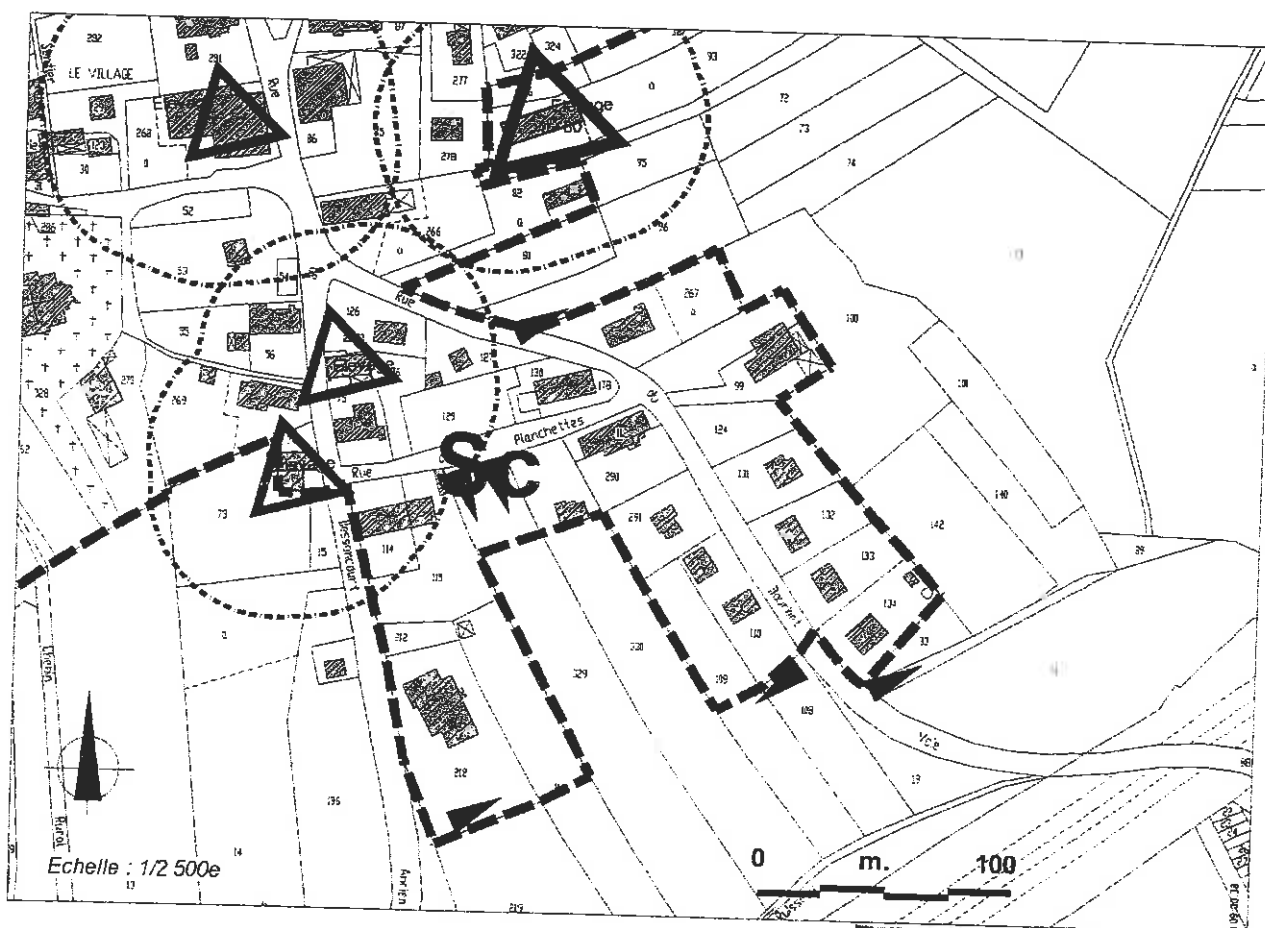
Ce secteur constructible d'environ 2,6 hectares constitue l'enjeu majeur de développement de la Carte communale. C'est en effet le seul endroit de la commune qui soit susceptible d'évoluer sur le plan du foncier. Une partie des terrains se trouvant en zone humide, d'après la carte établie par la DIREN, la commune de Phaffans a souhaité démontrer que les limites de la zone humide n'étaient pas cohérentes par rapport à la végétation et à l'occupation du sol. Cette hypothèse a été vérifiée par une étude spécifique menée sur recommandation de la DIREN.

L'urbanisation de ce secteur justifierait un projet d'aménagement d'ensemble.

A l'heure actuelle, l'ensemble des terrains est occupé par des surfaces en herbe.

3. Breuil, Rue de Bessoncourt, Rue des Planchettes, Rue du Bourbet (10)

Des bâtiments agricoles hébergeant du bétail viennent grever, en partie, les possibilités d'urbanisation de ce secteur, bien situé par rapport au village et englobant l'école maternelle. Trois possibilités d'accès existent mais doivent être aménagées. Les terrains en arrière des habitations de la rue du Bourbet ne seront pas urbanisés car rattachés aux habitations. Les seules parcelles constructibles sont actuellement exploitées en culture. Il conviendra également de garder une coupure verte sous forme de boisements existants, par rapport à la proximité de l'autoroute A36 qui passe au Sud.



4. Autres éléments d'analyse :

- Le zonage d'assainissement devra être mis à jour pour être en cohérence avec l'existant.
- Une extension des réseaux est prévue Rue de Lacollonge.

- La localisation exacte de la station de relèvement est à l'étude, au bas de la Rue du Bourbet. Cette localisation dépend des zones déterminées par la Carte communale.
- L'alimentation en eau est suffisante pour les habitations, mais pas pour la défense incendie. Pour cette raison, une première citerne a été installée au début de la Rue de la Tannerie, ainsi qu'une seconde de 120 m³ dans la cour de l'école primaire, et une troisième dans le futur lotissement du Jardin des Vosges, de même capacité que la précédente. Le syndicat des eaux effectue par ailleurs des forages pour compenser cette faiblesse du réseau.

Conclusion :

Les objectifs de la Carte communale de Phaffans restent modestes et adaptés aux caractéristiques de la commune. L'enclavement de certains terrains, le blocage du foncier, l'imbrication de bâtiments d'élevage dans le bourg et les diverses contraintes supra-communales et d'environnement qui s'imposent à la commune sont autant de freins au développement. Dans ce contexte, la Carte communale détermine quelques secteurs constructibles.

INCIDENCES DES CHOIX DE LA CARTE
COMMUNALE SUR L'ENVIRONNEMENT ;
PRÉSERVATION ET MISE EN VALEUR

V. ÉVALUATION DES INCIDENCES DE LA CARTE COMMUNALE SUR L'ENVIRONNEMENT - PRISE EN COMPTE DE SA PRÉSERVATION ET DE SA MISE EN VALEUR

Aux termes de l'article R 124-2 du Code de l'urbanisme, le rapport de présentation du dossier de Carte communale évalue les incidences des choix de la Carte communale sur l'environnement et expose la manière dont ce document d'urbanisme prend en compte le souci de sa préservation et de sa mise en valeur. Dans ce chapitre, les paragraphes suivants sont présentés :

A. Délimitation des secteurs de la Carte communale

La prise en compte de l'environnement, dans le cadre de la Carte communale, est déterminée prioritairement par la localisation et l'importance des secteurs constructibles (Sc), par rapport à la superficie de la commune et à sa sensibilité. Inversement, ce zonage détermine les secteurs naturels protégés par ce document d'urbanisme (Secteurs non constructibles : Snc). C'est en conséquence cette notion d'équilibre, entre espaces urbanisables et espaces protégés, qui s'avère la plus significative, en terme de prise en compte de l'environnement.

La réflexion engagée en matière de Carte communale, sur la commune de Phaffans, s'est appuyée sur des reconnaissances de terrain sur l'ensemble du territoire communal. Une comparaison des atouts et des contraintes de chaque secteur, et une large discussion avec le conseil municipal se sont déroulées tout au long des études. Ce bilan a permis d'identifier les éléments à prendre en compte avant de délimiter les secteurs potentiellement urbanisables.

Afin d'atténuer au maximum l'impact de la Carte communale sur l'environnement, il a été tenu le plus grand compte de ces diverses contraintes dans la détermination des secteurs constructibles, dont les contraintes agricoles restent les plus importantes.

Les terrains prévus pour accueillir de nouveaux habitants sont très limités en surface. Ils correspondent aux objectifs définis par l'équipe municipale.

La délimitation des secteurs constructibles (Sc) tend à densifier le bourg de façon très modérée. La Carte communale prend par ailleurs acte du projet de lotissement en cours sur Hagueneau.

Il apparaît que tous les secteurs constructibles envisagés pour l'habitat sont bien situés par rapport aux différentes contraintes et équipements, et répartis de façon assez équilibrée.

L'objectif premier était d'assurer la préservation de l'enveloppe urbaine du bourg d'une grande qualité architecturale et en sachant que plusieurs parcelles ne pourront être construites du fait de la proximité de bâtiments d'élevage.

*La surface **brute** du secteur constructible de la Carte communale est de 26,1 hectares.*

Par définition, la Carte communale ne permet pas de réglementer finement l'occupation du sol.

Pour répondre à cette préoccupation, dans le cadre des futurs permis de construire, pourront être prises en compte les dispositions suivantes :

- obligation de relier les constructions à un système d'assainissement
- application de règles de reculs au voisinage de bâtiments agricoles
- limitation des hauteurs
- prescriptions de mesures d'intégration paysagère et architecturales lors de la délivrance d'autorisations de construire
- coloris des façades et des murs de clôture identique aux enduits anciens
- exclusion systématique de toute construction non conforme aux formes architecturales des constructions anciennes locales
- orientation des faîtages, etc...

B. Prise en compte des paysages

L'impact de l'urbanisation future sur le paysage a été pris en compte dès le début des études, lors de la délimitation des secteurs constructibles et inconstructibles.

Par ailleurs, une analyse paysagère détaillée, appuyée par des reconnaissances de terrain et une large couverture photographique a été réalisée au début des études. Cette démarche a notamment permis de souligner l'intérêt, et de recenser les points de vue sur les différents hameaux, d'en préciser l'aspect actuel et la sensibilité. Ont été particulièrement examinées les entrées du bourg qui déterminent une image dont l'évolution possible doit s'apprécier au regard de l'impact de constructions neuves à proximité.

Plus globalement, l'étude paysagère a permis de cartographier les points de vue, éléments remarquables et sites sensibles. L'habitat d'origine présente de nombreux éléments de qualité architecturale qui devraient être protégés (fermes anciennes...).

Les secteurs constructibles définis par la Carte communale permettent une urbanisation cohérente par rapport aux paysages bâtis et naturels.

Toutefois, certaines opérations déjà réalisées, et dont l'impact sur la paysage est négatif, ne peuvent être corrigées. Les nouvelles constructions prévues par la Carte

communale cherchent à rééquilibrer, dans certains cas, l'impact global du développement.

C. Prise en compte des nuisances et des risques

Les nuisances générées par les activités agricoles ont été prises en compte dans la délimitation des secteurs constructibles. Elles peuvent être importantes. Par ailleurs l'application de la loi d'orientation agricole du 9 juillet 1999 s'appliquera, si nécessaire au cas par cas, pour imposer les reculs nécessaires (habitat/bâtiment agricole en application de l'article L.111-3 du Code rural).

Le caractère inondable du lit majeur de la vallée de l'Ermite (servitude PM1) est spécifiquement pris en compte dans la délimitation des secteurs constructibles.

Monument historique et périmètre de protection : un avis conforme de l'ABF portera sur les permis de construire inscrits dans le périmètre modifié.

Les canalisations de transport d'hydrocarbures liquides :

Les secteurs constructibles ne sont pas concernés par cette servitude.

Canalisation de transport de gaz sous pression :

Idem.

Transport de matières dangereuses :

Ces dispositions portent uniquement sur l'A36 fort éloignée des secteurs constructibles.

ZNIEFF de type I :

Les données de cet inventaire ne portent pas sur le secteur constructible.

Zone humide :

Après étude spécifique recommandée par la DIREN, la zone humide est partiellement réduite pour agrandir modérément le secteur constructible, route de Menoncourt.

Site Natura 2000 : il se superpose à la ZNIEFF ; de par sa situation, ce site n'est pas concerné par le secteur constructible de la Carte communale.

En ce qui concerne l'assainissement, la commune dispose d'un zonage d'assainissement.

En matière de défense incendie, les capacités du réseau sont insuffisantes. Pour pallier à ce problème, trois citernes ont été installées (Rue de la Tannerie, cour de l'école et futur lotissement du Jardin des Vosges), et des sondages sont effectués pour compléter la ressource.

D. Prise en compte du patrimoine culturel

La richesse patrimoniale de Phaffans est relativement importante comme le démontrent l'étude paysagère et la servitude AC1.

La commune abrite d'autre part quelques sites archéologiques. Toute demande de permis de construire portant sur des terrains concernés par des sites archéologiques signalés fera l'objet de la procédure habituelle en matière de patrimoine. Il est également rappelé dans le cadre de la Carte communale les dispositions suivantes :

Au terme de la loi du 27 septembre 1941, les découvertes de vestiges archéologiques faites fortuitement à l'occasion de travaux quelconques doivent immédiatement être signalées au Maire de la commune, lequel prévient la Direction Régionale des Affaires Culturelles de Franche-Comté - Service Régional de l'Archéologie.

Bien que la Carte communale ne permette pas d'imposer des règles architecturales spécifiques au secteur constructible, la réflexion a permis de confronter l'impact des nouvelles constructions sur l'environnement du bourg ancien et sur l'enveloppe urbaine en général. Le but est de conserver à Phaffans son image de commune rurale verte.

E. Protection des ressources naturelles (eaux, forêts, milieux biologiques, terres agricoles)

L'élaboration de la Carte communale repose sur des études de terrain et des recherches qui ont permis de mettre en évidence les éléments majeurs en matière de patrimoine et d'environnement. La protection des ressources naturelles et des écosystèmes de Phaffans peut être analysée en énumérant les différentes rubriques qui se rattachent à cet objectif.

L'environnement biologique du village :

Les études de terrain ont révélé la diversité biologique des espaces verts qui s'imbriquent dans le bâti et notamment dans l'environnement des bâtiments agricoles. Cet équilibre n'est pas foncièrement remis en cause par les objectifs de la Carte communale, car les nouvelles constructions s'implanteront progressivement, en reconstituant souvent la végétation arborescente pour marquer les limites de propriété et agrémenter les espaces libres.

Les bâtiments agricoles vont demeurer dans le village et préserver certains terrains de l'urbanisation par les reculs imposés par l'activité agricole.

Les espaces agricoles :

Ces grands espaces sont totalement protégés de l'urbanisation, de part et d'autre du tracé de l'autoroute A36. D'autre part, les quelques parcelles englobées dans le secteur constructible, dans l'environnement du village, ne constituent pas des surfaces agricoles significatives et ne pénalisent pas en conséquence cette activité sur la commune. Enfin, leur urbanisation sera relativement étalée dans le temps.

La forêt :

Cet écosystème compact est intégralement protégé dans le cadre de la Carte communale (secteur inconstructible).

Les cours d'eau et les milieux d'enjeu écologique fort :

Ces écosystèmes fragiles sont en totalité exclus du secteur constructible, pour en préserver l'intérêt biologique, et pour tenir compte de la délimitation d'une ZNIEFF, du risque inondation et de la délimitation d'une zone humide à préserver.

Synthèse :

<i>Surface communale :</i>	<i>324 ha dont 75 ha de bois et forêts</i>
<i>Secteur construit et constructible pour l'habitat (SC) :</i>	<i>26 ha</i>
<i>Secteur non constructible (Snc) :</i>	<i>299 ha</i>

CONCLUSION

Le projet de Carte communale de Phaffans, tel qu'il est élaboré, constitue un bon parti d'aménagement pour permettre un développement mesuré et justifié, à la taille de la commune et de ses enjeux, et dans un contexte foncier difficile.

Droit de préemption :

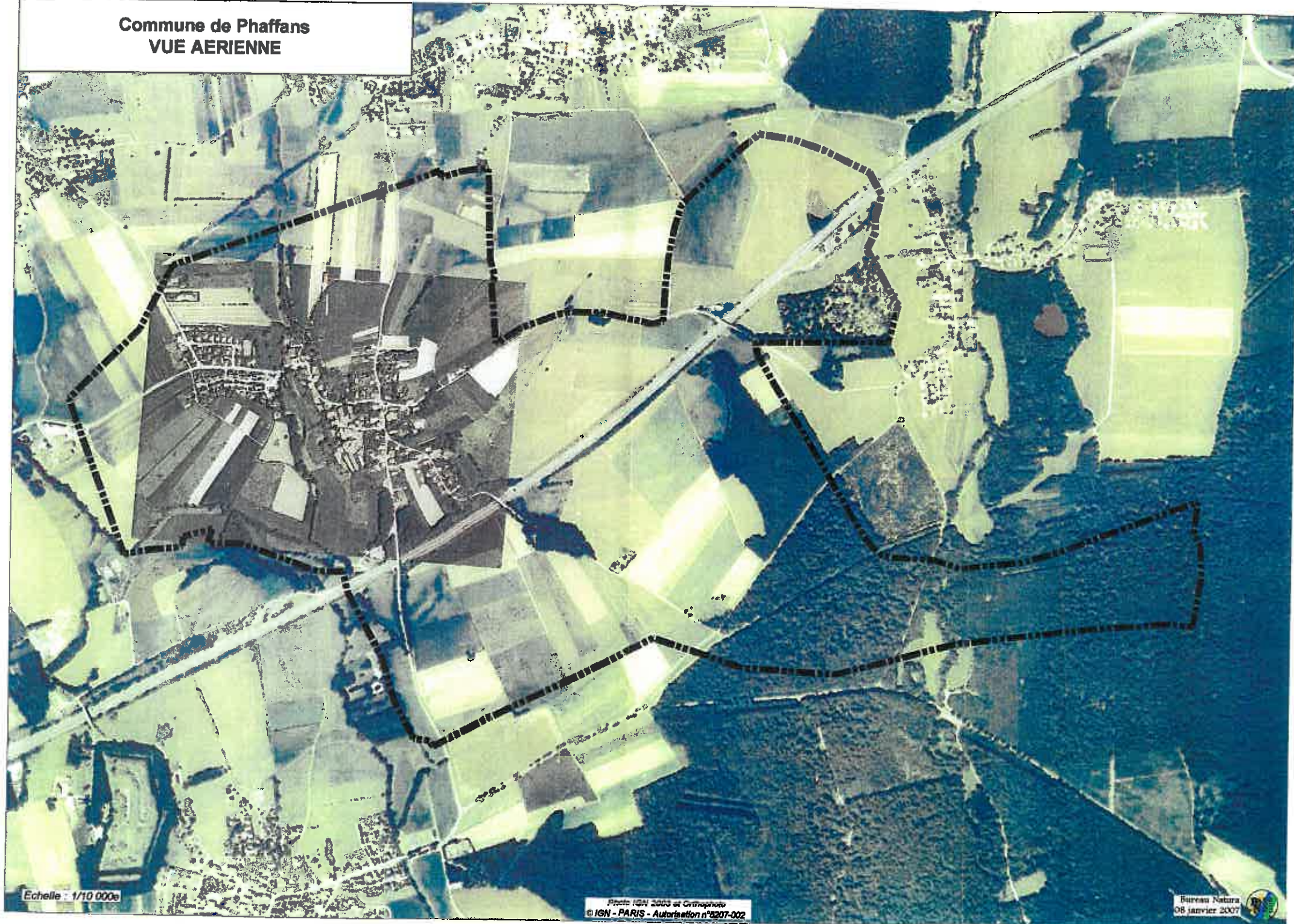
"Désormais, les conseils municipaux des communes dotées d'une Carte communale approuvée peuvent, en vue de la réalisation d'un équipement ou d'une opération d'aménagement, instituer un droit de préemption dans un ou plusieurs périmètres délimités par la Carte communale. La délibération précise, pour chaque périmètre, l'équipement ou l'opération projetée (C. urb. art. L 211-1)".

Table des matières

ANALYSE DE L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT ET PRÉVISIONS DE DÉVELOPPEMENT.....	4
I. DIAGNOSTIC SOCIO-ÉCONOMIQUE.....	4
A. Présentation du territoire.....	4
B. Diagnostic démographique et socio-économique.....	7
1. Démographie.....	7
2. Logement.....	10
3. Population active – migrations alternantes.....	13
4. Les activités présentes sur la commune.....	16
5. Les équipements et services.....	18
Démographie-logements-activités (conclusion).....	20
II. ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT.....	21
A. Réseaux et infrastructures.....	21
1. Réseaux.....	21
2. Infrastructures.....	22
B. Contexte physique de la commune.....	23
1. Le climat.....	23
2. La topographie et l'occupation du sol.....	23
3. L'hydrographie et l'hydrologie.....	24
4. La géologie et la géomorphologie.....	25
5. Les sols.....	27
C. Les milieux naturels et leur intérêt – faune et flore inféodées.....	28
1. Analyse des milieux.....	28
2. Les Z.N.I.E.F.F. (Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Floristique et Faunistique).....	30
3. Les zones humides.....	30
4. Hiérarchisation écologique de la commune.....	30
D. Analyse des composantes du paysage et évolution.....	32
1. La démarche paysagère.....	32
Les unités paysagères.....	32
2. Analyse des unités paysagères :.....	33
3. La sensibilité du paysage et les points de vue :.....	35
4. Les éléments originaux et de patrimoine :.....	35
5. Les éléments en disharmonie :.....	36
6. L'évolution prévisible des paysages :.....	36
Conclusion :.....	37
E. Les normes et contraintes supracommunales.....	38
1. Les protections réglementaires de l'environnement et du patrimoine naturel et humain.....	38
2. Les nuisances, pollutions, risques et autres contraintes réglementaires.....	43
3. Autres prescriptions supracommunales à prendre en compte.....	44
III. PRÉVISIONS DE DÉVELOPPEMENT.....	46
1. Incidences démographiques et besoins en logements et terrains urbanisables.....	46
2. Accueil d'activités.....	49
3. Equipements.....	49
4. Mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie, et développement du potentiel touristique et de loisirs.....	49

IV. PRÉSENTATION DES SECTEURS CONSTRUCTIBLES	52
1. Sur Haguenau (1) :.....	54
2. Les Ouches / La Fosse – Rue de Menoncourt (3-4-5).....	55
3. Breuil, Rue de Bessoncourt, Rue des Planchettes, Rue du Bourbet (10).....	56
4. Autres éléments d'analyse :.....	56
Conclusion :.....	57
V. ÉVALUATION DES INCIDENCES DE LA CARTE COMMUNALE SUR L'ENVIRONNEMENT - PRISE EN COMPTE DE SA PRÉSERVATION ET DE SA MISE EN VALEUR	59
A. Délimitation des secteurs de la Carte communale	59
B. Prise en compte des paysages	60
C. Prise en compte des nuisances et des risques	61
D. Prise en compte du patrimoine culturel	62
E. Protection des ressources naturelles (eaux, forêts, milieux biologiques, terres agricoles)	62
CONCLUSION	63
ANNEXES	64
Règles générales d'urbanisme	65
1. Rappel : Chapitre I - Règles générales de l'urbanisme (Article R111-1).....	65
Rappel des règles applicables à toutes les zones	72

**Commune de Phaffans
VUE AERIEENNE**



Echelle : 1/10 000e

Photo IGN 2003 et Orthophoto
© IGN - PARIS - Autorisation n°5207-002

Bureau Natura
08 janvier 2007



















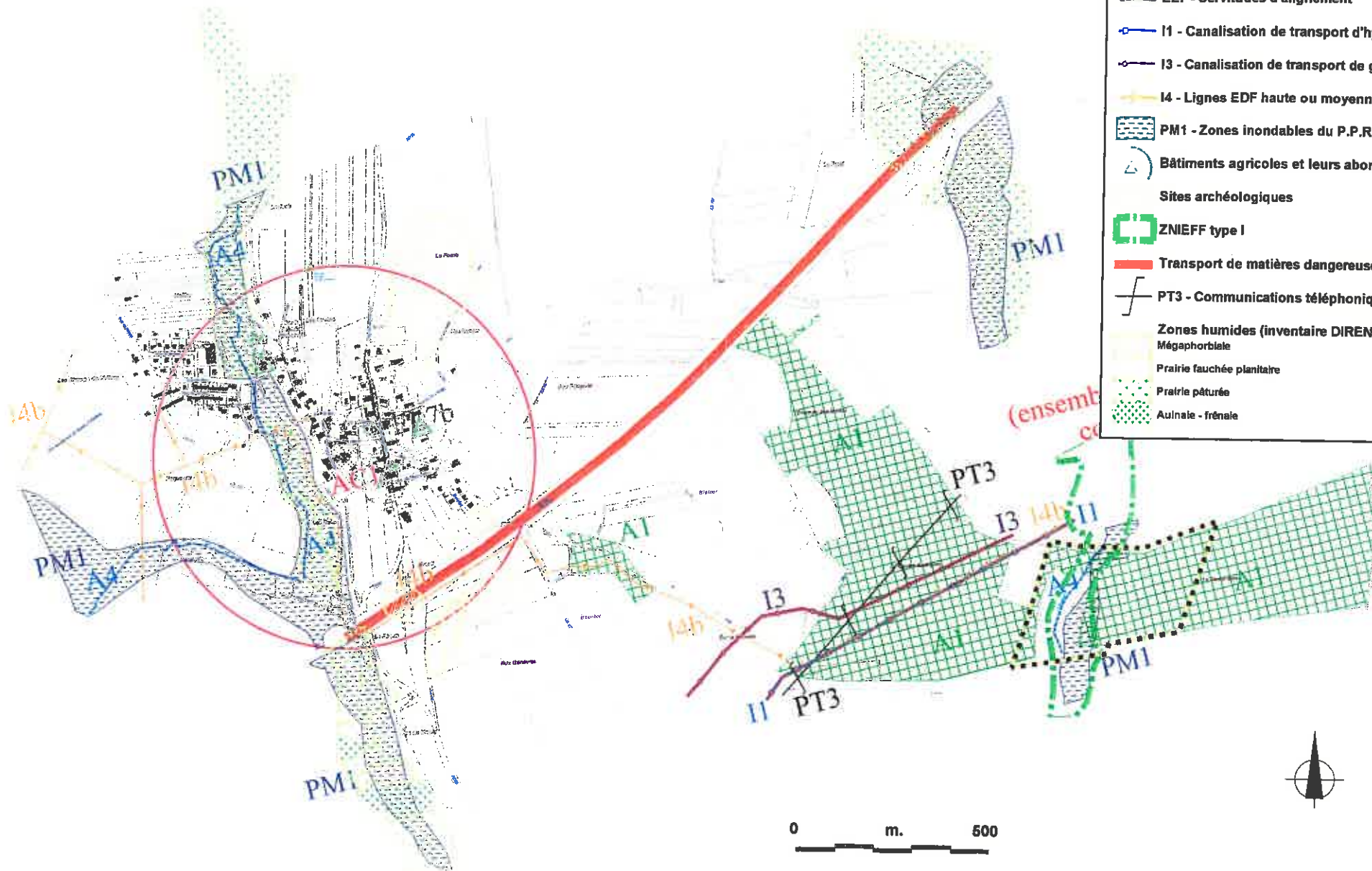
CARTE DES PRINCIPALES CONTRAINTES

Bande de nuisances phoniques liée à l'A36

-  Site Natura2000 - directive oiseaux - ZPS
-  Site Natura2000 - directive habitat - SIC

Légende

-  A1 - Forêts soumises au régime forestier
-  A4 - Conservation des eaux
-  AC1 - Monument historique et périmètre de protection
-  EL7 - Servitudes d'alignement
-  I1 - Canalisation de transport d'hydrocarbures
-  I3 - Canalisation de transport de gaz sous pression
-  I4 - Lignes EDF haute ou moyenne tension
-  PM1 - Zones inondables du P.P.R.I.
-  Bâtiments agricoles et leurs abords (si élevage)
- Sites archéologiques**
-  ZNIEFF type I
-  Transport de matières dangereuses
-  PT3 - Communications téléphoniques
- Zones humides (inventaire DIREN)**
-  Mégaphorbiaie
-  Prairie fauchée planitaire
-  Prairie pâturée
-  Aulnaie - frénale

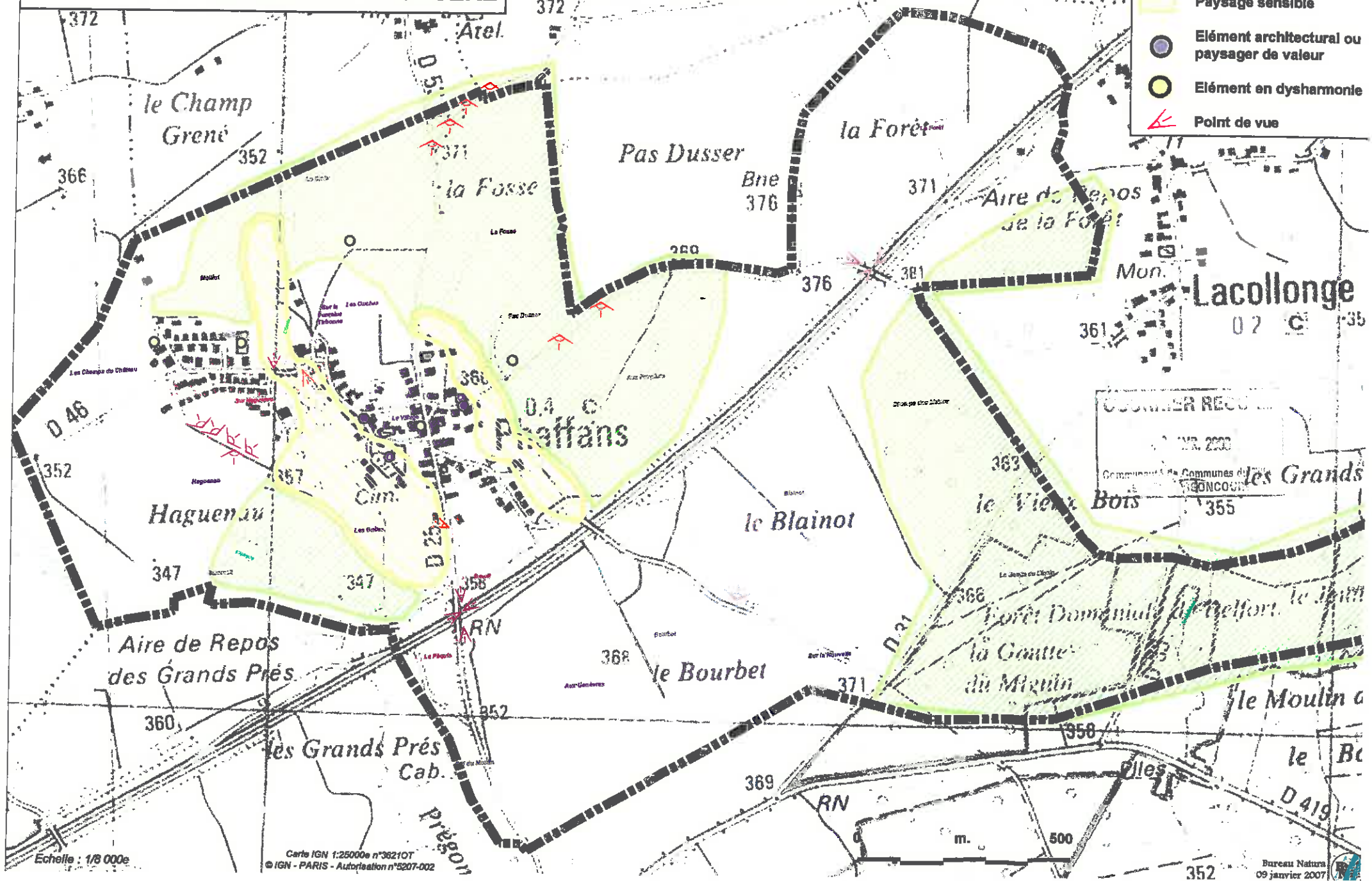


0 m. 500

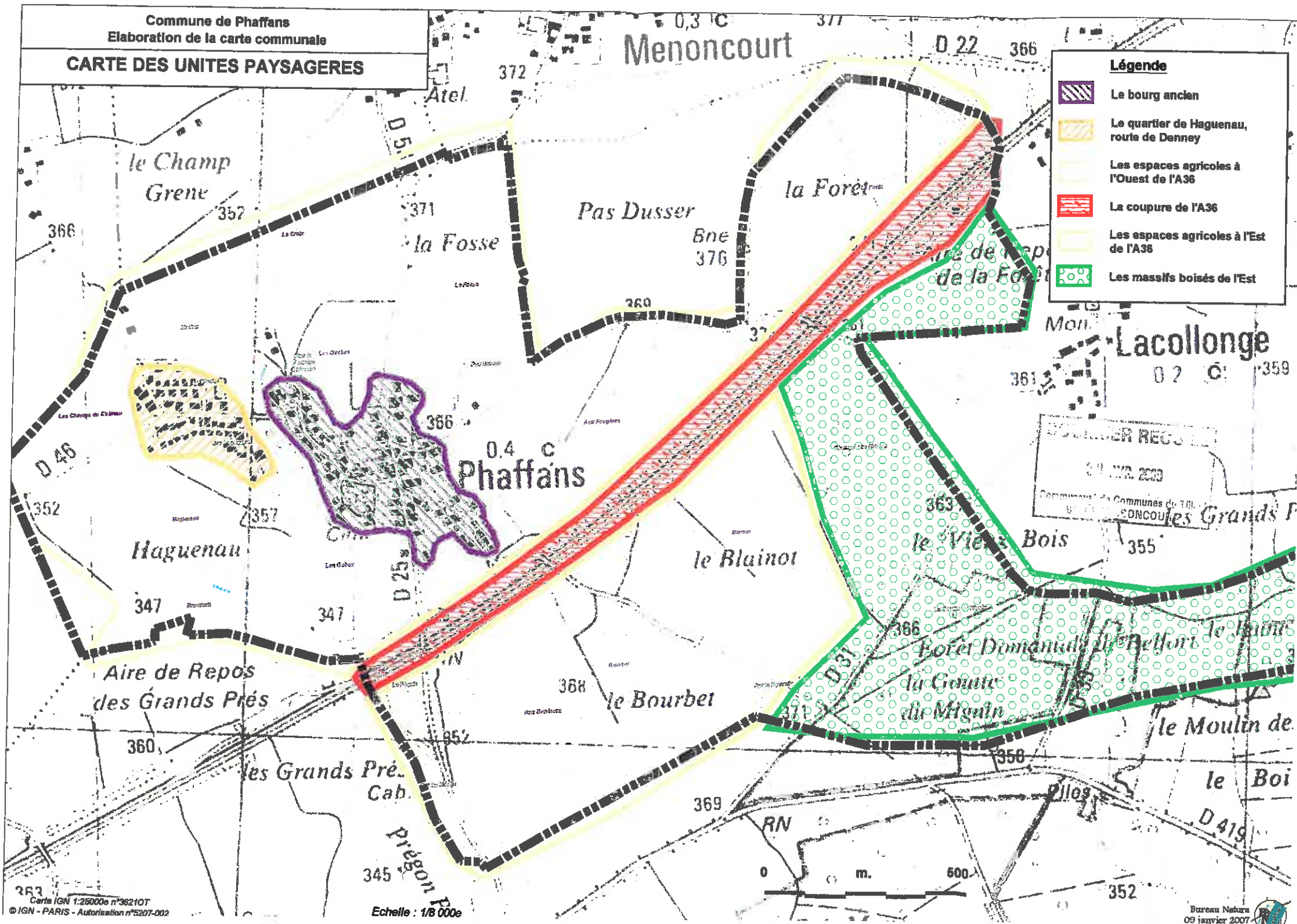


Echelle : 1/10 000e

CARTE DE LA SENSIBILITE PAYSAGERE



CARTE DES UNITES PAYSAGERES





3. Ci-dessus et à droite, l'entrée Nord de Phaffans par la Rue de Roppe



2.



1. Vue en direction de Roppe



5. La Rue de Roppe pénètre dans Phaffans par la partie récente du village



6. Rue du Moillot

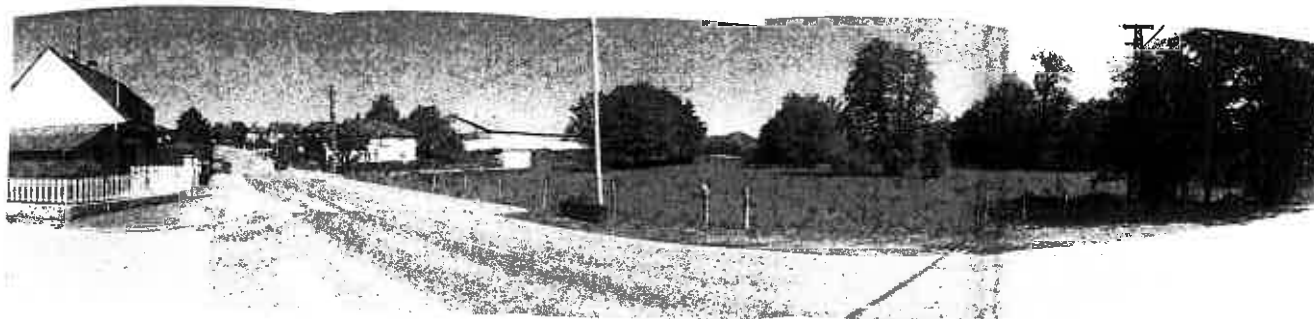


7. Carrefour Grande Rue / Rue de Roppe

Commune de Phaffans

CARTE DE LOCALISATION DES CLICHES
PHOTOGRAPHIQUES





14. Le bâti s'interrompt le long de la Grande Rue pour laisser une ouverture du paysage en direction de la vallée de l'Ermite et des Vosges



15. Un espace public est aménagé à proximité du pont permettant à la Grande Rue de franchir l'Ermite



15. Le ruisseau de l'Ermite



15. Le point-déchetterie



16. L'une des exploitations agricoles du bourg



17. Grande Rue – le monument aux morts



18. Rue de la Mairie



19. Vue sur le clocher depuis la Rue de la Mairie



19. Le village comporte de nombreux puits anciens qui constituent un petit patrimoine à préserver



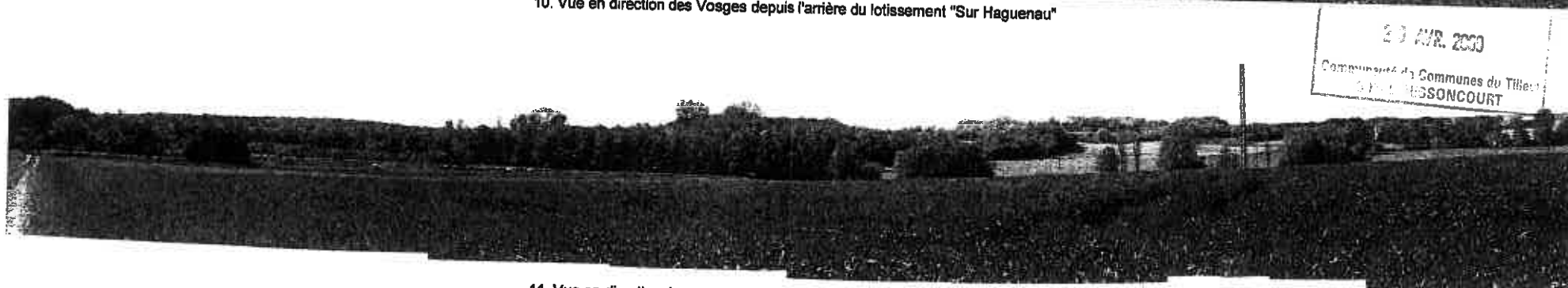
9. Rue de Cambral - le lotissement "Sur Haguenau"



11. Vue sur l'église depuis le lieu-dit "Haguenau"



10. Vue en direction des Vosges depuis l'arrière du lotissement "Sur Haguenau"



11. Vue en direction des espaces agricoles et forestiers de l'Est de la commune



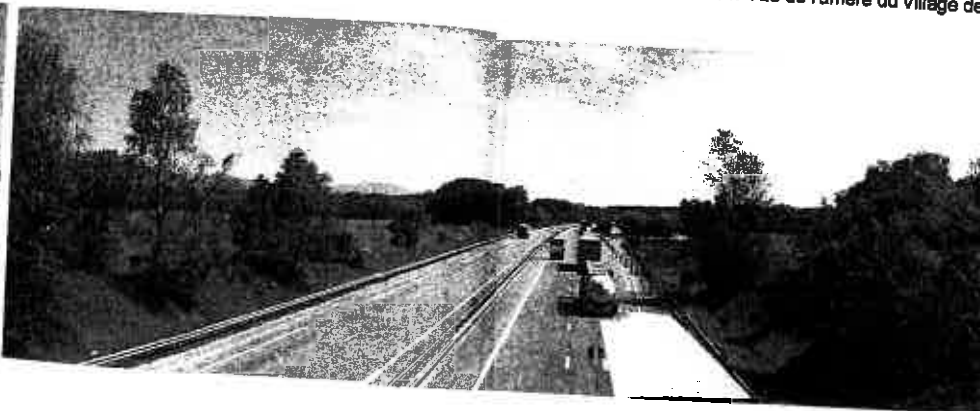
30. Vue en direction de Phaffans, depuis la limite avec Menoncourt



31. Vue de l'arrière du village depuis la Rue de Lacollonge



32. Vue du clocher de Phaffans depuis la Rue de Lacollonge – le village est très bien intégré dans le paysage, grâce à la végétation environnante



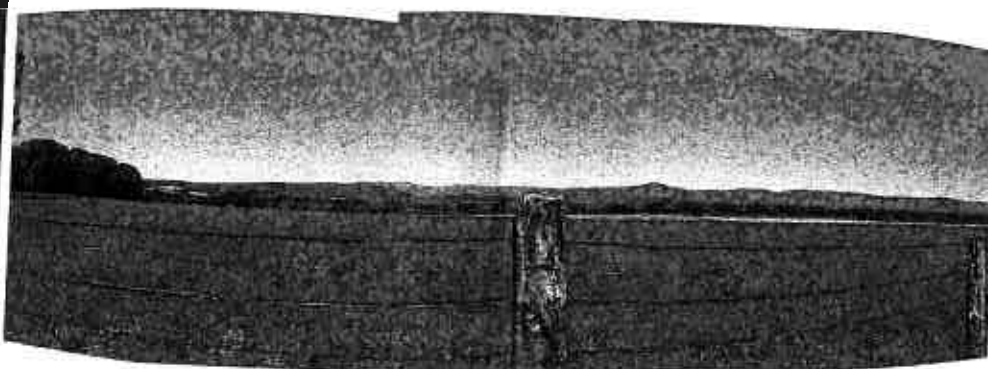
33. Le franchissement de l'A36 par la VC1 (Rue de Lacollonge)



35. Construction de type "chalet" Rue du Bourbet. Il importe que les nouvelles constructions respectent les grandes lignes de l'architecture locale



34. Rue du Bourbet



40. Echappée visuelle vers les Vosges, depuis l'Est du territoire communal



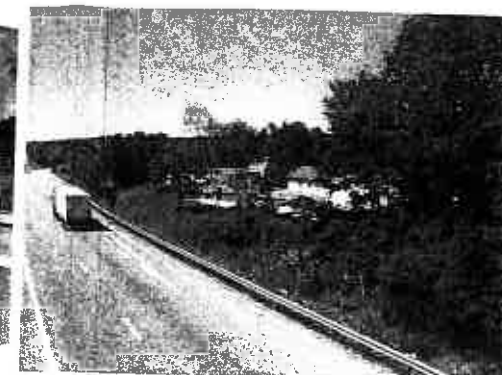
38. L'Est de la commune est en grande partie boisé



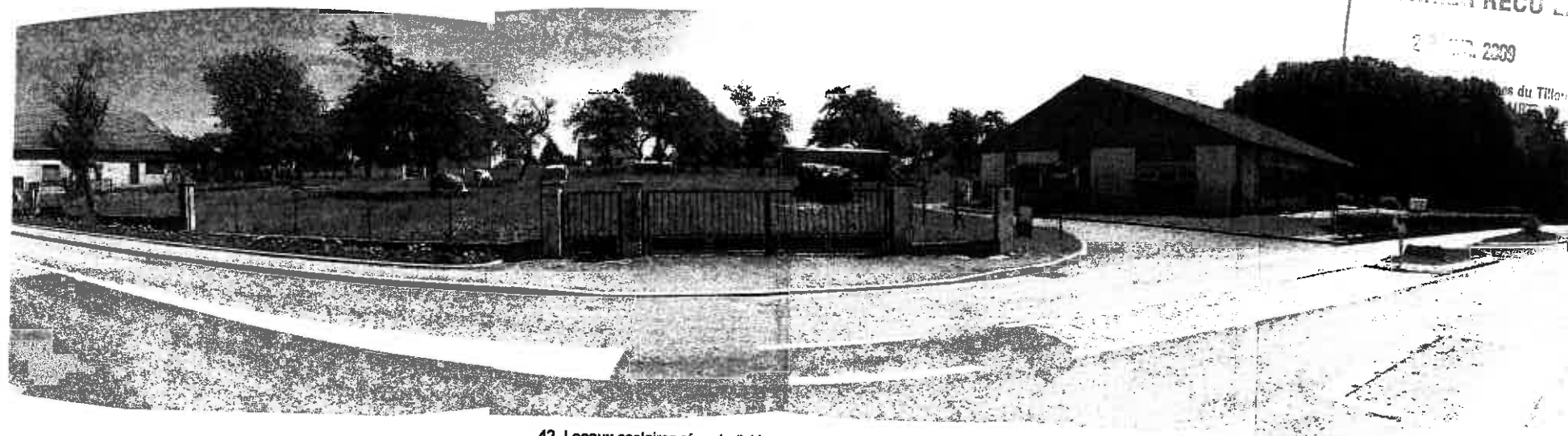
41. La RD31 relie Lacollonge à Bessoncourt



42. L'entrée de Phaffans par la Rue de Bessoncourt (RD25) offre un point de vue intéressant sur le clocher de l'église et les vallées de l'Ermitte et de l'Autruche



44. La nouvelle station d'épuration est installée le long de l'A36



42. Locaux scolaires récents (ici la maternelle), situés Rue de Bessoncourt

-5-5-5-5-5-5-



20. L'église de Phaffans, bâtie vers 1700, et inscrite à l'inventaire des monuments historiques, comporte un intéressant clocher de grès rose



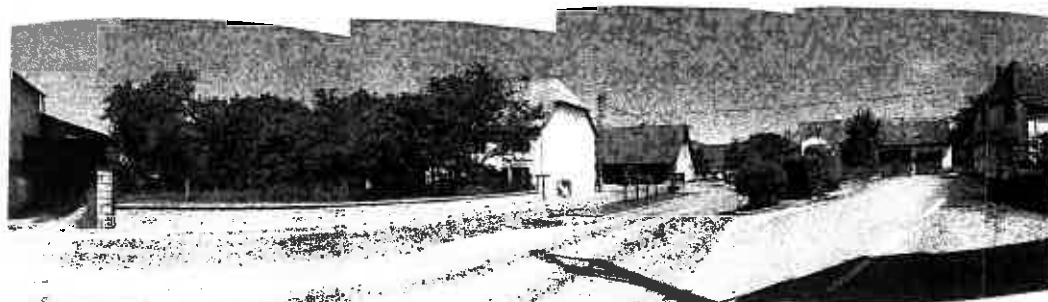
20. La mairie



21. Jardins sur l'arrière de l'église



22. Bâtiments agricoles en disharmonie au centre du bourg



23. Le carrefour de la Rue de Bessoncourt et des rues de Lacollonge et Grande Rue



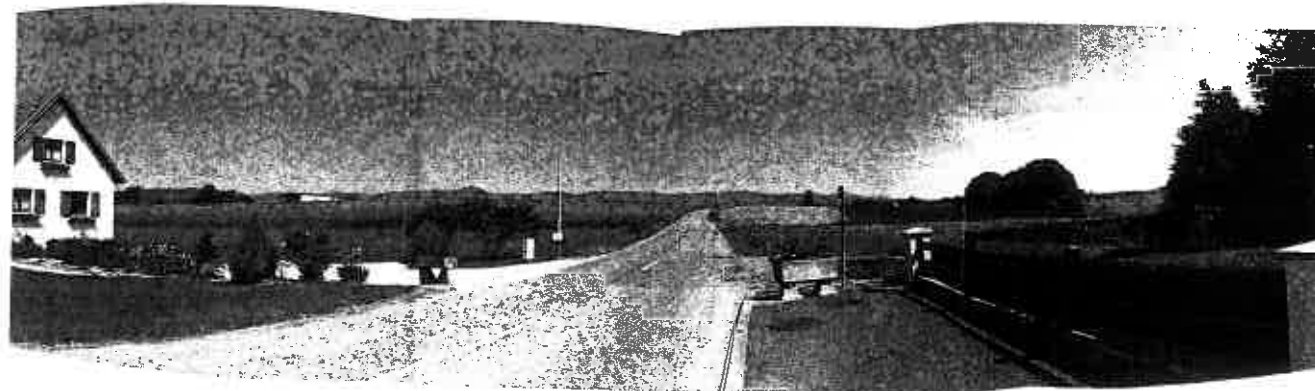
24. Maison ancienne restaurée dans le respect de l'existant



25. Ancien puits de grès rose des Vosges

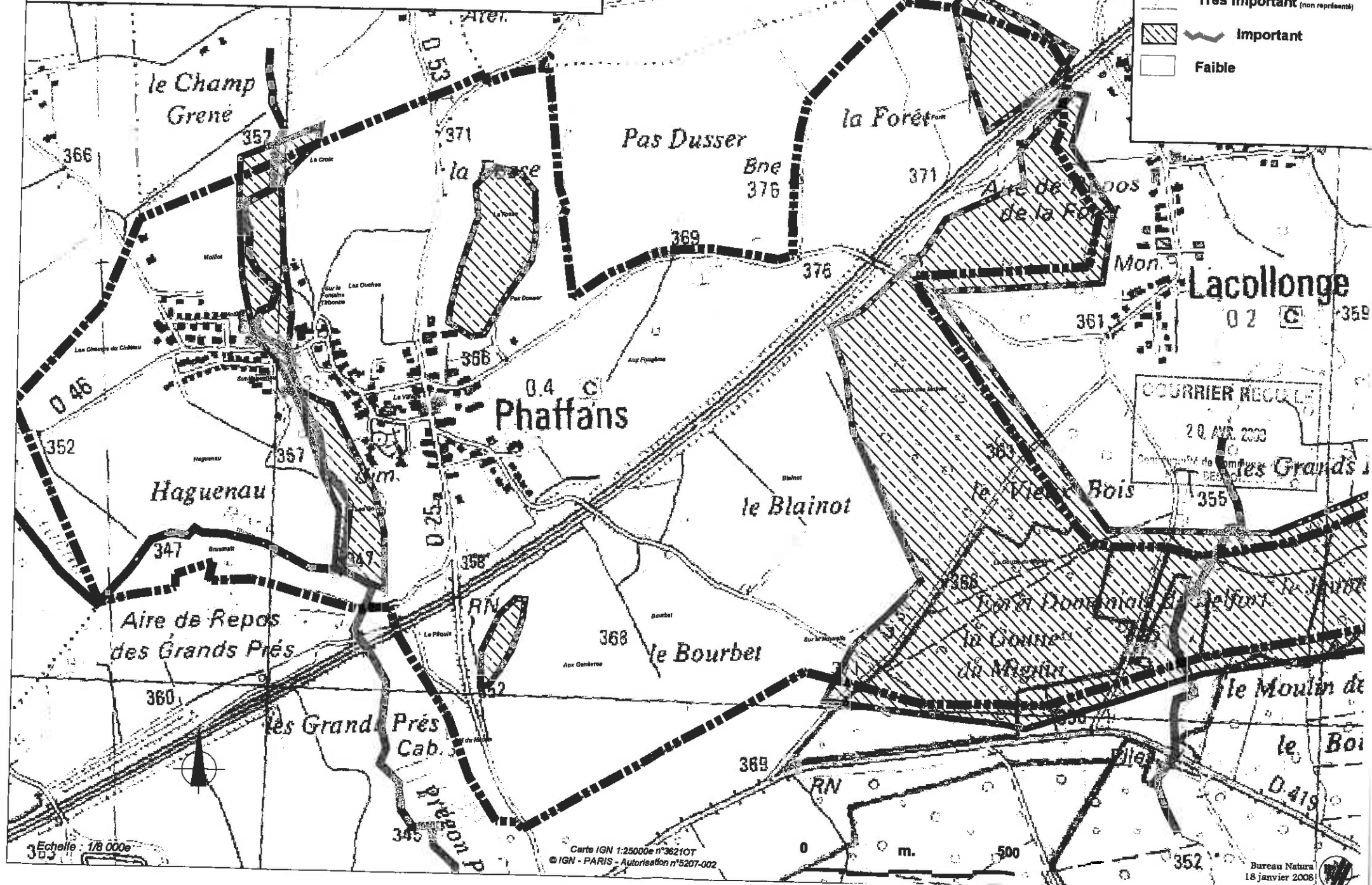


27. L'arrêt de bus de la Grande Rue

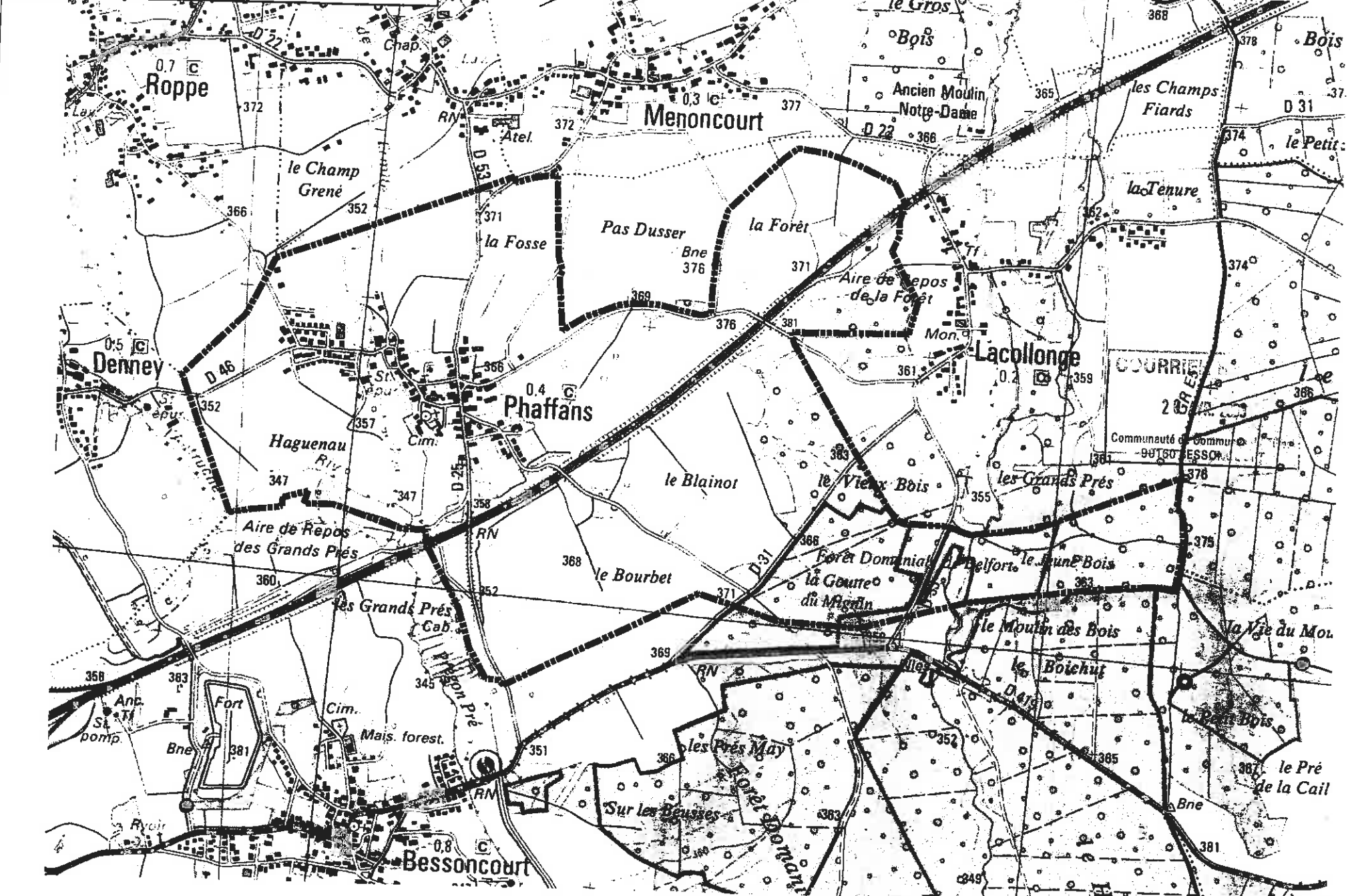


29. Rue de Menoncourt – la sortie du village

Menoncourt



Commune de Phaffans
PRESENTATION DU TERRITOIRE



Echelle : 1/12 500e

Carte IGN 1:25000e n°3621OT
© IGN - PARIS - Autorisation n°5207-002

Bureau Natura
08 janvier 2007



**Commune de Phaffans
FOND PARCELLAIRE**



COMMUNES RECU LE
23 MAR. 2009
Communauté de Communes du Tillou
01 30 30 00 00

COMMUNES RECU LE
23 MAR. 2009
Communauté de Communes du Tillou
01 39 39 00 00

COMMUNES RECU LE
23 MAR. 2009
Communauté de Communes du Tillou
01 39 39 00 00

